lutte ouvrière

Pour que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier

HEBDOMADAIRE
paraît le mercredi
N° 41
30 AVRIL 1969
1 F

DE GAULLE PARTI

le véritable combat reste à livrer

...et à gagner

(Voir p 2)

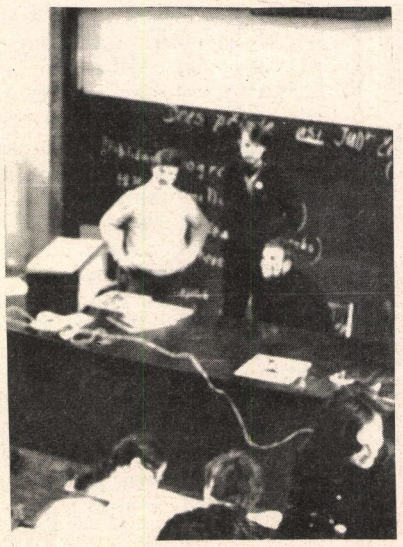
SUCCES DU MEETING « ROUGE » « LUTTE OUVRIERE » A LA MUTUALITE

(p. 6, 7, 8 et 9)

TCHECO-SLOVAQUIE

UN « SOCIALISME » A VISAGE REALISTE !

(p. 12)



De Gaulle parti, le véritable combat reste à livrer... et à gagner

PRIS à son propre piège, de Gaulle, qui vient de se voir refuser par l'électorat l'approbation plébiscitaire qu'il lui demandait, a quitté l'Elysée.

Il a suffi de quelques mois, moins d'un an, pour que l'opinion d'une partie de ceux qui soutinrent de Gaulle lors des précédents plébiscites, fassent par leurs bulletins ce que les manifestants du 13 mai 68 n'avaient pas pu faire.

Cela semblera, à beaucoup, la preuve évidente qu'un bulletin de vote peut faire plus qu'une grève générale ou, du moins qu'il est loin d'être inefficace.

Il est certain que si l'on mesure son efficacité à la simple présence ou absence de de Gaulle à l'Elysée et non à la satisfaction des revendications des classes populaires (et si l'on ignore l'incidence des grèves de mai sur l'opinion) alors oui, le bulletin de vote est efficace. Mais si, au contraire, c'est du sort des travailleurs que l'on discute, le bulletin de vote, n'en doutons pas est générateur de bien plus d'illusions que d'avantages tangibles.

Car le départ de de Gaulle peut être une victoire pour la classe ouvrière, mais cela peut aussi bien ne pas en être une. Le véritable combat ne s'est pas livré hier, il se gagnera ou se perdra dans l'avenir.

Que s'est-il passé ?

L'analyse des suffrages, telle qu'on peut la faire à l'heure où nous écrivons, montre que de Gaulle n'a pas trouvé en ce plébiscite le soutien d'une fraction du corps électoral qui correspond, numériquement et probablement qualitativement, aux électeurs centristes, c'est-à-dire à ceux qui avaient voté pour Lecanuet au premier tour des élections présidentielles de 1965 et avaient déjà, à ce moment là, mis de Gaulle en ballotage. Ces électeurs, on peut dire, grossièrement, qu'ils sont composés principalement de membres des classes moyennes (petits industriels, cadres, commerçants et paysans). Une fois réglés les problèmes qui avaient amené de Gaulle au pouvoir — réforme de la Constitution telle qu'elle mette fin « au jeu stérile des partis » en rendant le gouvernement très indépendant du Parlement et solution du conflit algérien et de ses incidences politiques internes — cet électorat ne voyait déjà plus — en 1965 — en de Gaulle, l'arbitre indispensable seul capable de diriger le pays et de les protéger des débordements extrêmistes et de la guerre civile.

Ces électeurs là en votant pour Lecanuet au premier tour des Présidentielles de 1965 avaient déjà manifesté une telle opinion. Mais au second tour, étant minoritaires dans la droite, entre Mitterrand et de Gaulle ils ont choisi de Gaulle. Lors des précédents référendum, le référendum ne permettant pas la nuance, ils avaient à chaque fois contribué à plébisciter de Gaulle.

De Gaulle espérait, en ne leur donnant le choix qu'entre lui ou le chaos, qu'ils seraient contraints, une nouvelle fois de le plébisciter. Ils ne l'ont pas fait. De Gaulle a perdu. Il s'en va.

Pourquoi ces électeurs, de droite, ont-ils réagi ainsi ? En grande partie parce que la crise de mai a eu lieu. Pour ces électeurs conservateurs, de Gaulle avait pour rôle de les protéger, de telles peurs et de tels risques. Il a pu sortir de la crise sans grand dommage. Mais pas à leur avis. Le « désordre » continue de régner à l'Université et la dévaluation a menacé et menace encore l'économie. De plus et c'est là le plus grave des reproches à leurs yeux, il n'a pas pu éviter mai et rien ne dit qu'il pourra éviter que ne s'en produise un autre. Leur confiance dans le Sauveur est morte et tant qu'à faire, ils pensent que, dans le cadre des institutions anti-démocratiques mises en place par la Ve République, un autre homme pourra, aussi bien, faire l'affaire, en ayant de plus l'avantage, à leur yeux, de ne pas être anti-atlantique. (De Gaulle avait bien tenté de se servir de l'appui de Nixon, mais il faut croire que les compliments et les louanges de ce dernier n'ont pas suffi).

De Gaulle pouvait-il éviter cette issue ?

Oui et non. Sur le plan tactique il aurait pu certainement, choisir un autre moment ou d'autres questions. Une partie de la presse de droite le dit. Mais cela n'aurait peut être pas changé grand chose et en février, il n'avait pas tellement le choix. Et puis si, dans les jours qui ont précédé le scrutin, la victoire des NON était devenue perceptible, il n'en était pas de même au moment, il y a plusieurs semaines, où le référendum fut décidé. A ce moment là le OUI paraissait évident à tous y compris aux leaders de l'opposition qui criaient à la forfaiture, à l'abus de pouvoir et au viol de la Constitution. Il y a encore un mois, Etienne Fajon, à Saint-Ouen, dans une réunion des Jeunesses Communistes, à déclaré que le NON n'avait pratiquement pas de chance de l'emporter. Nous mêmes d'ailleurs — et nous le disons en passant car bien entendu cela n'a joué aucun rôle dans les événements — n'avons pas cru que cet électorat centriste ferait échouer ce plébiscite et donnerait la majorité au NON. Il est donc probable que De Gaulle et ses conseillers étaient loin de penser à un échec, lorsque le référendum s'est décidé.

De plus, De Gaulle, par la nature même de son pouvoir était contraint de recourir périodiquement au plébiscite. Et plus il était discuté plus il était contraint de recourir aux procédures plébiscitaires pour pouvoir gouverner. Et de ce point de vue il n'avait pas le choix. En pleine crise de mai il a proposé un référendum. Devant la continuation de la grève il a dû y renoncer. Il n'y a pas renoncé à l'époque parce qu'il a craint de le perdre : il y a renoncé parce que l'opposition de gauche, talonnée par la classe ouvrière, n'a pas accepté ce choix entre tout ou rien. De Gaulle a dû proposer alors des élections législatives qui permettaient aux partis de gauche d'envisager une possible victoire partielle. Ce fut une défaite, mais De Gaulle a couru le risque. On voit donc que De Gaulle était obligé, en mettant le maximum de chances de son côté, de recourir à la sanction du suffrage universel pour, ensuite, gouverner sans contrôle.

Que peut-il maintenant se passer ?

Sur le plan constitutionnel et législatif tout est simple en apparence. Des élections présidentielles auront lieu d'ici un mois environ. On peut prévoir par exemple que trois ou quatre candidats seront en présence au premier tour. Pompidou pour les gaullistes, Lecanuet ou plus probablement Poher pour les centristes et soit un « candidat unique de la gauche » à l'autre bout soit, si cette unité ne s'est pas réalisée, que le P.C.F. présente Waldeck Rochet, le reste de la gauche présentant un candidat ou cautionnant le candidat centriste.

Que Pompidou, Lecanuet ou Poher soit élu Président de la République cela ne changera rien évidemment au sort des classes populaires. Le régime, ou un régime voisin, se continuera tel qu'en lui-même, sans de Gaulle. La différence sera importante certes mais uniquement en cas de crise. Mais il n'y aura pas de changement notable dans la situation des travailleurs : leurs difficultés seront les mêmes et leurs revendications ne seront satisfaites que s'ils sont victorieux au cours des luttes sociales qu'ils seront capables de mener. Pour cela, d'ailleurs, il faudra que les illusions entraînées par le départ de De Gaulle ne les amènent pas à renoncer à la lutte revendicative.

Si le candidat unique de la gauche (que ce soit Mitterrand ou que les Etats-Majors en choisissent un autre) était élu, cela pourrait évidemment changer, sinon le sort des travailleurs, du moins leurs rapports avec le gouvernement. Mais uniquement dans la mesure où ils ne renoncent pas à la lutte gréviste, trompés par des illusions sur la personne dudit candidat. Peut-être même ils pourraient, au contraire, enthousiasmés par une victoire qu'ils croiraient leur, imposer à la bourgeoisie certains sacrifices.

Mais, l'analyse du scrutin du 27 avril montre que les voix qui ont permis la victoire du non, sont des voix de droite : De Gaulle a perdu la confiance d'une partie de l'électorat de droite. Pour qu'un candidat unique de la gauche soit élu, il faudrait un déplacement considérable de ces voix vers la gauche. Tout indique que dans la situation actuelle c'est le centriste, mettons Poher, qui recueillera ces voix. Il n'est d'ailleurs même pas exclu qu'entre les péripéties des premier et second tour, ce soit finalement un Pompidou qui soit élu.

Certaines tendances révolutionnaires ou gauchistes » ont fait voter NON à ce référendum, parce que disaient-elles, une victoire des NON mettrait les organisations ouvrières et les partis de gauche au pied du mur.

En réalité, les organisations ouvrières et les partis de gauche vont maintenant, tout simplement faire vivre, pendant plusieurs semaines, leurs militants, sympathisants et électeurs dans l'espoir d'un résultat favorable aux Présidentielles. Et il faudrait l'hypothèse, très invraisemblable, d'une victoire du candidat de la gauche à ces Présidentielles pour que ces partis et organisations puissent être, enfin, mises au pied du mur (et encore : nous l'avons vu en 1956, lors des pouvoirs spéciaux de Guy Mollet, il en faut beaucoup pour que ces messieurs se sentent contraints de faire quelque peine même légère au capital).

D'autres moins nuancés disaient cela autrement : bien sûr, nous savons qu'une victoire des NON ne changera rien mais cela renforcera le moral de la classe ouvrière qui, dans l'euphorie de cette victoire, peut s'engager dans des luttes grévistes et revendicatives qui, elles, seront payantes.

Ils s'appuyaient en cela sur l'exemple des grèves de 1936 qui débutèrent spontanément après la victoire électorale du Front Populaire. Evidemment, cela est possible et il n'est que voir les déclarations des leaders de la gauche comme Mitterrand par exemple qui rejoignent celles de Couve de Murville, pour se rendre compte que s'il y a une chose que craignent bien les hommes politiques de la bourgeoisie c'est que la classe ouvrière, enthousiasmée par la défaite de De Gaulle engage le combat sur son terrain propre.

Mais les révolutionnaires ne doivent pas mener leur politique en fonction des illusions possibles des travailleurs, leur rôle est d'élever le niveau de conscience des travailleurs et, pour cela, de combattre les illusions qui sont toutes néfastes. Il n'est pas pour les travailleurs d'illusion positive. Et si les grèves de juin 36 ont démarré sur des illusions, elles se sont terminées sur d'autres illusions pour aboutir à la défaite de la grève générale de novembre 38, aux décrets-lois Daladier et à la guerre 39-45.

C'est pourquoi, résultats du scrutin en mains, nous continuons à penser et à dire que les révolutionnaires devaient combattre les illusions lors du référendum, c'est-à-dire s'abstenir. Nous disons que leur tâche la plus actuelle est de combattre les illusions concernant les Présidentielles proches, ou les éventuelles législatives qui pourraient avoir lieu dans le deuxième semestre 69. Pas forcément, cette fois, en s'abstenant, mais en menant une politique et en prenant des positions qui ne permettent pas aux illusions électoralistes de désarmer et de démobiliser les travailleurs.

Les organisations ouvrières et les partis de gauche vont entretenir de telles illusions sur la portée du scrutin d'hier. Ils se garderont de dire que les NON qui ont fait chuter De Gaulle ne sont pas des NON de gauche. Ils se garderont de dire que les travailleurs doivent se garder de leurs alliés circonstantiels dans ce référendum comme de leurs pires ennemis (ceux qui ont voté NON et fait chuter De Gaulle sont aussi de ceux qui lui reprochaient de ne pas être assez ferme avec les étudiants révolutionnaires).

Alors, la chute de De Gaulle cela peut faire beaucoup dans un sens comme dans l'autre. Cela est loin d'être en soi une victoire. Cela peut certes en devenir une, à condition que la classe ouvrière comprenne et n'oublie pas qu'elle ne doit avoir confiance qu'en elle-même, qu'en sa force organisée et en sa capacité de combattre contre l'exploitation patronale et le pouvoir politique de la bourgeoisie, quelque visage qu'il puisse prendre.

M. François Mitterrand, député fédéré de la Nièvre, a dit au micro d'Europe N° 1 :

« La victoire du « Non » crée de nouvelles responsabilités à ceux qui ont demandé aux Français de relever le défi du référendum.

« Je voudrais préciser à cet égard que ces responsabilités commandent tout le sang-froid, la sérénité et la vigilance face aux provocations possibles.

« En parlant de responsabilités, je pense tout d'abord aux responsabilités de la gauche, qui a apporté le gros des suffrages en faveur du « non ».

Les rodomontades d'Edgar Faure et l'agitation des Lycéens

Les incidents se multiplient dans les lycées parisiens et en province. Quatre lycéens exclus à Grenoble, un élève du lycée Louis-Le-Grand arrêté, le député U.D.R. du 5e arrondissement chahuté et malmené par des contestataires lors de sa venue dans les établissements aux conseils d'administration desquels il siégeait, les démissions des délégués d'élèves à ces mêmes conseils, tous ces incidents attestent largement de l'état d'esprit qui règne dans les lycées un an après mai. Et pourtant, Edgar Faure avait annoncé qu'au troisième trimestre l'ordre régnerait dans les lycées et préparé un règlement intérieur à cet effet. C'est, évidemment, le contraire qui se produit. Toute menace d'autoritarisme aujourd'hui chez les jeunes lycéens entraîne automatiquement des protestations et sollicite la contestation. Quant à l'arrivée des policiers chargés de conclure l'incident, elle est presque toujours le point de départ de troubles plus graves et plus durables.

L'origine des incidents ? Elle est multiple et relève aussi bien de la vie du lycée, de la discipline, du contenu de l'enseignement que de la volonté d'imposer et de faire respecter la liberté politique.

Si la « rénovation pédagogique » et autres « bonnes intentions » de la Réforme n'ont généralement pas trouvé l'ombre d'une mise en application faute de moyens financiers et matériels, les nouvelles structures administratives préconisées par la même Réforme ont, elles, été partout et bien laborieusement instituées. Il est assez savoureux de voir que ce sont elles qui, aujourd'hui, donnent lieu le plus souvent à la contestation.

On peut en effet assez difficilement s'opposer d'une part à la tenue d'un stand de journaux et d'affiches « maoïstes » par les lycéens eux-mêmes et, d'autre part, accueillir en toute quiétude le député U.D.R. de la majorité, membre de droit à titre de « personnalité extérieure » du Conseil d'administration du lycée.

De toute façon, quelle que soit l'origine des conflits, quel que soit le prétexte des incidents, une chose est certaine, les lycéens ont pris en mai 68, goût à la liberté.

Ce goût, ils ne sont pas prêts de le perdre. Et jusqu'ici toutes les répressions administratives et policières, toutes les jérémiades des parents d'élèves, tous les appels au calme des professeurs, n'ont fait que renforcer les élèves dans leur conviction. La liberté au lycée c'est aussi bien le droit de fumer que celui de vendre ses journaux, ou celui de dire à tel ou tel professeur ce que l'on pense de son cours. Cette liberté-là, les élèves l'ont le plus souvent imposée dans les faits ; quel que soit le règlement intérieur enfanté par le fameux conseil d'administration. C'est aussi ce que l'on voudrait leur reprendre.

Aujourd'hui, Edgar Faure proclame, prend ou cautionne des mesures de fermeté : arrestations ou exclusions, intervention des forces de police... même s'il va jusqu'à la fermeture des lycées, il ne fera jamais que reprendre une politique déjà appliquée depuis deux trimestres et déjà reconnue totalement inefficace. Et les rodomontades du ministre ne l'ont pas empêché d'être obligé d'accompagner son poulain Tibéri (le fameux député du 5e) pour éviter qu'il ne soit mollesté une fois de plus au lycée Lavoisier.

Bon gré, mal gré, le lycée de papa est mort en mai 68. Et pas seulement le lycée mais aussi un certain type de lycéen. Les nouvelles générations qui se forment aujourd'hui sont désormais infiniment plus conscientes de leurs droits, plus soucieuses de leur dignité et plus éprises de liberté que celles qui les ont précédées.

E. Faure désapprouvé par Couve

LES onze étudiants incorporés dans les forces armées à la suite de l'occupation du rectorat de Paris, le 23 janvier dernier, et de la sanction d'exclusion prononcée contre eux à l'époque, y resteront jusqu'à la fin de leur temps légal de service militaire.

Et pourtant la décision du recteur de l'académie, prise le 3 février (ce qui avait entraîné la résiliation de leur sursis le 10 du même mois) a été annulée le 12 mars par le conseil supérieur de l'Education Nationale. Celui-ci a estimé que la décision n'était pas légale étant donné, entre autre, que « l'intéressé a été sanctionné sans avoir été entendu, alors qu'il l'avait demandé ; en outre il n'a pas eu connaissance de son dossier »... M. le recteur a une manière de rendre la justice pour le moins expéditive.

Et pourtant Edgar Faure avait déclaré lui-même que si la juridiction d'appel ne confirmait pas la décision du recteur, les étudiants retrouveraient alors leurs droits précédents. Il avait même précisé qu'il y avait eu d'autres cas semblables dans le passé.

Le Premier ministre vient de trancher la question. Dans une lettre adressée au nouveau secrétaire général du S.N.E. Sup, il déclare catégoriquement : « Compte tenu du principe de la continuité du service militaire, le ministre des armées ne revient pas sur une décision d'incorporation conformément aux principes généraux du droit en matière d'abrogation et de retrait des actes administratifs. »

Belle manière de déclarer que l'agrégé de droit qu'est le ministre de l'Education nationale n'est qu'un âne.

Belle manière surtout pour le gouvernement de promettre un jour ce qu'il refusera le lendemain.

Il est vrai que les promesses d'Edgar Faure étaient surtout destinées à l'époque à calmer une agitation qui menaçait à nouveau l'université.

Au début mai, devant l'ampleur des manifestations, de nombreux étudiants et jeunes arrêtés furent relâchés et amnistiés. On ne peut manquer de se souvenir de cet exemple devant ce qui constitue, quel que soit le « droit » militaire, un nouveau déni de justice.

Boris FRAENKEL toujours assigné à résidence pour délit d'opinion

Boris FRAENKEL, connu en France comme le traducteur des œuvres de Marcuse a été victime des mesures de répression qui ont frappé les «étrangers» en juin 68.

Il s'est vu assigné à résidence à Sarlat et coupé ainsi des centres intellectuels.

Dans une lettre qu'il vient de nous adresser, il nous rappelle que Marcellin ne lui « en veut » pas d'être reichien, ni (probablement) lukacsien, ni (peut-être un peu plus) ami de Marcuse, mais tout simplement d'être trotskyste.

Boris Fraenkel, à cause de sa qualité d' « étranger », n'a jamais pu être un trotskyste politiquement actif, mais a toujours manifesté sa sympathie pour Trotsky et le trotskysme.

Or, à notre connaissance, Marcellin précisait qu'on ne « persécutait point les opinions mais seulement les actes contraires à la loi... ».

Le tribunal administratif qui a pris la mesure d'assignation ne cite aucun fait précis contre Boris Fraenkel. Il déclare : « connu pour ses activités politiques extrémistes... expulsé pour cela en février 1949 de Suisse... ».

C'est en fait un « délit d'opinion » qui est reproché à Boris Fraenkel et pour lequel il a été sanctionné.

La France prétend être le pays de la « liberté d'opinion » et ses intellectuels se disent particulièrement soucieux de la voir respectée.

La presse de « gauche » ne manquera certainement pas de faire campagne contre cette mesure inique.

Quant à nous, nous sommes entièrement solidaires du camarade Fraenkel.

Service Militaire à 18 ans ?

LE GOUVERNEMENT VOUDRAIT BRISER LE MOUVEMENT ETUDIANT

LA campagne référendaire a été pour le ministre des Armées l'occasion d'annoncer une réforme du service militaire. La mesure qui a le plus de chances de porter sur le plan électoral est évidemment la réduction du temps de service à 12 mois au lieu de 16. Cependant cette durée serait allongée pour les cadres de réserve qui nécessitent une formation plus longue. Mais ce qui change surtout dans le nouveau projet, c'est la suppression presque totale du sursis et l'incorporation des appelés entre dix-huit et vingt-et-un ans. Les jeunes travailleurs partiraient à 18 ans et les étudiants après l'obtention du diplôme de fin d'études secondaires. Ils reprendraient leurs études après le service.

Ce projet est en fait une tentative de résoudre des problèmes sociaux et politiques. D'une part, le gouvernement cherche à réduire le nombre de jeunes chômeurs qui, au sortir de l'école, ne peuvent trouver d'emploi avant d'avoir effectué leur service. D'autre part, il veut faire subir aux jeunes la « formation » du service militaire avant qu'ils ne soient soumis à la subversion qui règne dans les Facultés.

C'est en fait une solution qui ne règle rien, ou pas grand-chose. Faire partir au service les jeunes aussitôt après l'apprentissage supprimera le fait que la plupart des jeunes travailleurs trouvent difficilement de l'embauche avant le service militaire. Mais cela ne supprimera ni le chômage ni ses causes. Cela ne modifiera, en aucune façon, les besoins de main-d'œuvre, ni le nombre de travailleurs qui se retrouveront sur le pavé. Tout au plus, cela pourra-t-il modifier les catégories touchées plus particulièrement par le chômage.

Politiquement aussi, le ministre des Armées peut s'attendre à des déboires. Il compte sur une docilité plus grande des jeunes recrues, sur un bourrage de crâne plus facile, sur un dressage plus efficace. En ce qui concerne les étudiants, il est facile de concevoir que le résultat de douze mois de caserne sera vite effacé par la vie universitaire. Et les réalités de l'exploitation quotidienne sont des faits suffisamment forts pour que les jeunes travailleurs ne soient pas plus dociles à l'exploitation capitaliste après douze mois à l'armée suivant immédiatement l'école que dans le système actuel. De plus, l'efficacité morale et politique du dressage militaire reste encore à prouver. Les méthodes employées ne pèsent pas assez lourd à côté des réalités et de la prise de conscience actuelle de la jeunesse.

Si on peut douter du succès qu'obtiendra la bourgeoisie en appliquant cette réforme du service militaire en ce qui concerne les buts qu'elle poursuit, on peut se demander aussi dans quelle mesure son application même sera possible. En effet, la mise en vigueur de cette réforme risque de lui poser de gros problèmes tant en ce qui concerne l'économie qu'en ce qui concerne l'armée elle-même.

L'interruption des études, ne serait-ce que pendant un an, pourrait amener un grand nombre d'étudiants à s'arrêter au baccalauréat ou au brevet de technicien. La bourgeoisie ne disposerait plus alors d'un nombre suffisant de cadres pour son économie. En même temps d'ailleurs, ces jeunes encombreraient d'une quantité égale le marché du travail, ce qui va à l'encontre du but recherché.

L'armée, elle rencontrerait des difficultés de deux sortes. D'une part, les jeunes recrues de 18 ans, ne seraient pas « à la hauteur », physiquement et techniquement. D'autre part, tous les cadres de réserve, des petits gradés (caporaux) aux sous-officiers et officiers de réserve sont pris parmi les sursitaires, à cause de leur âge et de leur formation qui les rendent les plus aptes au commandement. Le projet prévoit bien qu'on accorderait un sursis à ceux qui voudraient devenir sous-officiers et officiers de réserve ; mais en échange, ils devraient fournir un temps de service plus long. Quels étudiants accepteraient de payer ce prix ?

L'armée ne constitue pas seulement un moyen de dresser les jeunes, que ce soit à 18 ans ou plus tard. Pour cela, la bourgeoisie compte au moins autant sur l'école, l'exploitation ou la corruption. Mais l'armée est aussi pour elle l'instrument de sa défense nationale. Pour qu'elle puisse remplir ce rôle, le service militaire doit lui permettre de former des troupes et surtout des cadres de réserve utilisables en cas de conflit. Or, l'application du nouveau projet risque fort de l'en empêcher.

Ces raisons, liées aux raisons économiques que nous avons évoquées, le fait que la réforme n'est qu'une solution bancale aux problèmes politiques et sociaux que pose la jeunesse à la bourgeoisie, tout cela fait que la réforme du service militaire annoncée par Messmer risque bien de n'être qu'une des nombreuses promesses électorales de la campagne référendaire.

correspondances des entreprises

● B.N.P

Aux élections du Comité d'Etablissement la C.G.T. perd 1032 voix à cause de sa politique de mai

A la B.N.P., le résultat des élections au Comité d'Etablissement a consacré le net recul de la C.G.T. dans l'entreprise. En effet, celle-ci perd 1.032 voix, soit 8,7 % des suffrages exprimés et trois sièges.

C'étaient les premières élections après mai et nombre d'employés, surtout parmi les jeunes, n'avaient pas oublié le rôle joué par ce syndicat pendant la grève. C'est le secrétaire du comité d'établissement qui, au centre Bergère, a fait ouvrir les portes aux cadres, partisans acharnés de la « liberté du travail », ce sont des délégués qui ont permis à Barbès que des membres de la C.F.T. s'introduisent, barres de fer à la main, dans l'entreprise.

Les remous avaient été importants au sein même de la C.G.T. puisqu'une déléguée a été exclue du syndicat et n'était bien sûr pas représentée malgré une protestation signée par une large majorité des syndiqués de son secteur. De toutes façons, les 500 grévistes, réunis dans le hall, n'avaient nullement apprécié l'attitude de la C.G.T. qui les traitait de « provocateurs ».

Bien entendu, cette perte de voix, et de sièges, a été très fortement ressentie par la section syndicale et par la Fédération qui a envoyé une lettre lui demandant d'examiner la situation générale à la B.N.P. et surtout de prendre des mesures de redressement indispensables. La réponse, bien entendu, a été que la présence de nombreux gauchistes à l'intérieur même de la section freinait le bon fonctionnement de celle-ci, et la section d'assurer que des mesures énergiques seront prises à leur encontre. Une chose pourtant fait momentanément reculer les bureaucrates : les élections des délégués du personnel à la fin du mois les empêchent de prendre des mesures qui seraient très impopulaires et ne manqueraient pas de leur faire perdre davantage de voix.

En attendant, elle a entrepris une campagne d'explications au personnel. Un tract de quatre pages a refait son historique de mai, d'où il ressort principalement que les travailleurs de la banque n'ont pas compris les positions « responsables » de la C.G.T. et ont cédé à la démagogie de la C.F.D.T. et autres « donneurs de leçons » trotskystes ou anarchistes !

Et pour se justifier, elle rappelle le pseudo-remède du « bain de sang » qu'il convenait d'éviter, les forces de répression stationnant aux portes de la capitale et prêtes à intervenir, son refus de participer et de cautionner des mouvements minoritaires (mai 1968 ?) dont l'Histoire a déjà condamné l'aventure, car, dit-elle, déjà au cours de la Révolution de 1830, « le mot d'ordre absurde « VOTER, C'EST ABDIQUER » en a été la preuve ».

Il est certain que les militants de la C.G.T. ont été très démoralisés par ces élections, mais il est non moins certain que s'ils se contentent d'explications aussi fausses que peu convaincantes, ils ne sont pas près de connaître de plus brillants résultats !

Référendum raté à Intertechnique

PLAISIR (Yvelines)

La direction d'Intertechnique proposait dernièrement aux syndicats la reconduction de l'accord-société. Mais cette fois, une clause anti-grève (préavis) venait s'ajouter aux maigres avantages de ce nouvel accord.

Si la C.G.T. et la C.F.D.T. refusaient de signer, la C.F.T. et la C.F.T.C. se déclaraient prêtes à apposer leur paraphe. Mais pour la direction, la signature de ces deux syndicats non représentatifs, n'avait guère d'avantages. Ceux-ci lancèrent aussitôt l'idée d'une consultation directe des travailleurs, idée reprise aussitôt par le patron.

Cette idée n'était pas neuve, car il y a quatre ans, et à propos du même accord, la C.G.T. refusait de signer. La direction s'adressa à cette époque, directement aux travailleurs, leur demandant si « oui » ou « non », ils voulaient l'accord. La C.G.T. appela à voter « nul » et fut mise en minorité. L'accord passa, « accepté » par le personnel.

Cette fois-ci, une fois de plus, le patron cherchait à faire entériner son accord par un référendum. Cette fois, les autres syndicats n'ont pas accepté le vote truqué et le matin de la consultation, appelaient à l'abstention.

Le résultat parle de lui-même : sur 940 inscrits, 400 votèrent « oui », 180 votèrent « non, nul ou blanc »... et 360 s'abstinrent. Tant et si bien que l'accord n'a pas obtenu les 50 % de suffrages souhaités par le patron et les deux syndicats à sa solde, C.F.T. et C.F.T.C. Cette attitude des syndicats, c'est indéniable, a plu à de nombreux travailleurs et a créé un climat inhabituel. Participer à ce « référendum », c'était l'accepter. C'était reconnaître que le patron avait raison de jouer au démocrate !

Le patron peut maintenant comptabiliser les 400 « oui » comme il voudra. La majorité des travailleurs aura montré qu'elle ne veut pas « légaliser » son accord.

● Sud-Aviation (Courbevoie)

Réélections de délégués

Au mois d'octobre 1968, se déroulaient les élections de délégués du personnel à Sud-Aviation Courbevoie.

Toutefois un peu de sel venait s'ajouter à ces élections. Un syndicat maison, formé après mai, le «GAPSA» y présentait des candidats. Les syndicats traditionnels majoritaires n'ont trouvé d'autres méthodes pour combattre les jaunes que de décider après le vote qu'ils comptabiliseront les voix de ce syndicat maison comme bulletins nuls.

L'affaire était portée devant les tribunaux qui, de procès en procès, rendaient fin mars leur « verdict » : le nombre de voix obtenues aux élections de 1968 (80 pour le premier collège et 100 pour le deuxième collège), tout comme le nombre de syndiqués de ce syndicat, attestaient de sa représentativité.

Les élections de 1968 étaient ainsi annulées et les nouvelles se déroulaient le 24 avril dernier.

Le résultat de cette opération a coûté deux sièges à la C.G.C. dans le second collège (de 3 elle passe à 1, deux délégués passant au GAPSA). Dans le premier collège, le GAPSA prend 1 siège, au détriment de la C.F.D.T. (délégué suppléant) et Autonome (titulaire).

La C.G.T. pour sa part garde ses 3 sièges dans le premier collège et ses 2 dans le deuxième, la C.F.D.T. ne conservant qu'un siège dans le deuxième collège.

Si la C.G.T. augmente légèrement en pourcentage par rapport aux élections de 68, le GAPSA lui passe de 10 % des voix à 15 % : 180 voix (les bulletins nuls de 1968) contre cette fois plus de 300 voix.

Ainsi la fameuse loi Croizat qui définit les modalités des élections de délégués du personnel (scrutin de liste, candidatures syndicales...) et qui nous est constamment présentée comme la protection idéale contre les candidats patronaux n'a pas joué... contre les candidats patronaux.

Par contre cette même loi interdit pratiquement à tous les travailleurs «gauchistes» de se présenter aux élections de délégués du personnel.

● L.M.T. (Billancourt)

Commission exécutive ou Commission d'exécution ?

AU L.M.T., auront lieu le 22 mai les élections des délégués du personnel. Fidèle à ses « principes démocratiques », la C.G.T. rechercha activement des candidatures, n'importe lesquelles, dans le seul but de remplir ses listes.

Mais dans un secteur : les services généraux, à l'instigation d'un syndiqué « gauchiste », qui se portait candidat, des travailleurs ont été appelés à désigner leurs représentants. Comme il n'y avait que deux candidats, le sortant et le volontaire, la C.G.T. s'est empressée de trouver un candidat fantoche afin d'éliminer un « indésirable ».

Les travailleurs — dix-huit, syndiqués et non syndiqués — furent surpris qu'on leur demande leur avis. C'était la première fois qu'on voyait ça ! Un syndiqué « bien dans la ligne » dit que « c'était une fleur qu'on faisait », que c'était inadmissible et que cela ne se reproduirait plus ! On essaya aussi de refouler les non-syndiqués. « Il ne manquerait plus que les non-syndiqués puissent avoir leur mot à dire dans le choix des délégués », entendit-on !

Pourtant, manque de chance pour les officiels du syndicat, les travailleurs choisirent après deux réunions, le sortant et le volontaire respectivement comme délégué et suppléant, écartant le troisième candidat qui n'eut qu'une voix pour lui et qui d'ailleurs, écœuré par le rôle qu'on voulait lui faire jouer et peu enclin à faire le travail de délégué, n'était même pas venu à la deuxième réunion.

Mais les jeux n'étaient pas faits ! La Commission exécutive de la C.G.T., composée en très grande majorité de membres du P.C.F., trouva pour le lundi suivant des suppléants supplémentaires, ce qui lui permit de faire un vote « démocratiquement » pour barrer les candidats supplémentaires — dont bien sûr le gauchiste fit partie !

Ainsi, un des seuls dont la candidature avait été ratifiée par les travailleurs de son secteur avait été écarté par la C.E. sans tenir compte de l'avis des travailleurs intéressés !

Le candidat ainsi écarté au mépris de la volonté des travailleurs, fit circuler une lettre ouverte pour informer les ouvriers et demander des explications à la C.E.

L'attitude de la C.E. ne fut pas approuvée ! Un des candidats trouvés à la hâte par la C.G.T. dit même que, s'il avait été au courant de l'affaire, il se serait désisté !

Ainsi, obéissant aux ordres de Léon Mauvais qui, par lettre aux sections syndicales, recommandait d'écarter les « gauchistes » des responsabilités syndicales, la C.G.T. de L.M.T. a réussi à écarter un candidat « gauchiste ».

Pourtant cette affaire a contribué à ce que les travailleurs s'interrogent sur le rôle des délégués, sur leur propre droit à la parole, sur l'attitude de la C.E., et ainsi elle a servi à quelque chose.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication : Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

ABONNEMENTS SOUS PLI FERME :

6 mois ..... 35 F
1 an ..... 65 F

Correspondance :

M. RODINSON - Initiative Socialiste -
54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribué par les N.M.P.P. — C.P.C. - PARIS

LIBAN :

Amère victoire

LE gouvernement Karamé n'aura donc duré que trois mois. Venu au pouvoir début janvier à la suite de la démission du gouvernement Yafi, le cabinet de Karamé est tombé pour la même raison : l'irruption sur la scène, des partisans et des adversaires des commandos palestiniens a fait craquer le fragile équilibre sur lequel il reposait. Car depuis la fin décembre et le raid israélien sur l'aéroport de Beyrouth, le Liban est entré de plein pied dans le conflit du Moyen-Orient, conflit auquel il était resté étranger jusqu'alors.

Après le raid israélien, qui a eu pour effet essentiel d'exaspérer une large fraction de l'opinion publique, et en particulier la jeunesse, la « neutralité » s'avérait de plus en plus difficile à maintenir.

24 avril. L'armée charge les manifestants palestiniens à Saida. (Sud du Liban). (A.F.P.).

Le cabinet Yafi était tombé à la suite des grèves organisées par les étudiants des universités de Beyrouth. Celui de Karamé chute après les manifestations de réfugiés palestiniens qui protestaient contre l'hostilité dont faisaient preuve les autorités vis-à-vis des organisations de résistance.

C'est du camp de réfugiés d'El Heloué qu'est parti le mouvement. Le mercredi 24 avril 8.000 manifestants quittaient le camp et se dirigeaient vers la ville de Saida pour affirmer leur solidarité avec les commandos. Prenant prétexte que toute manifestation publique était interdite depuis le raid israélien de décembre, les gendarmes libanais ouvraient le feu. Mais les troubles gagnaient rapidement Beyrouth, la capitale, où les forces de police se heurtaient durant toute l'après-midi à 3.000 étudiants qui manifestaient en faveur des Palestiniens. Dans le même temps, trois des quatre universités de la ville se mettaient en grève pour protester contre les mesures restrictives prises par le gouvernement à l'encontre des commandos.

Le soir même, l'état d'urgence était proclamé sur tout le territoire et le couvre feu imposé à Beyrouth et sa banlieue, Tyr, Abatich, Saida, Tripoli et Baalbeck, les villes principales du pays. Mais les affrontements avaient fait au moins une quinzaine de morts parmi les manifestants et tout le pays était en émoi.

Le lendemain 200 militants étudiants, qualifiés par la presse de « gauchistes » et qui semblent appartenir aux organisations nationalistes radicales (Nationalistes Arabes, Baassistes, etc.) étaient arrêtés. Le ministre de l'Intérieur publiait un communiqué dans lequel il affirmait qu' « il était apparu, après enquête, qu'un complot était ourdi contre la souveraineté du Liban et son indépendance nationale ». Mais bien sûr, comme tout bon ministre de l'Intérieur qui se respecte, Adel Osseiran, avait déjoué les plans d'éléments louches manipulés de l'extérieur. D'où l'arrestation des 200 étudiants.

Mais cela ne sauva pas le ministère qui, devant l'indignation d'une grande partie de la population, dut démissionner.

Et, même si cette crise parlementaire se dénoue rapidement, on voit mal comment la bourgeoisie libanaise pourra se sortir du bourbier dans lequel elle se trouve.

Jusqu'en décembre le Liban était considéré comme le pays arabe le plus « occidentalisé ».

Cette réputation, quelque peu surfaite, mais complaisamment répandue par la presse occidentale, venait du fait qu'une partie importante de la population était de confession chrétienne-maronite.

C'est l'impérialisme français, « protecteur officiel des Chrétiens d'Orient » qui, en 1920, avait détaché ce territoire de celui de la Syrie. Et depuis cette date la riche bourgeoisie libanaise, essentiellement commerçante, était restée très liée aux différents impérialismes. De plus la relative prospérité du Liban venait du fait qu'il servait à la fois de banque et de plaque tournante pour les bourgeois arabes des pays voisins.

Les différents gouvernements qui se succédèrent à la tête du pays réussirent, plus ou moins, à maintenir un équilibre précaire entre la communauté chrétienne, qui a fourni au pays les trois plus importants partis de droite, et la communauté musulmane.

Mais déjà en 1958 des troubles y avaient éclaté et l'impérialisme américain avait fait débarquer ses troupes dans le pays pour soit disant arrêter une lutte religieuse. En fait il s'agissait d'un affrontement beaucoup plus profond qui opposa les tenants de l' « occidentalisme » surtout Chrétiens, aux partisans d'une politique résolument « neutraliste » de type nasserienne. Et aujourd'hui se pose le même problème, mais d'une façon beaucoup plus aiguë cette fois-ci.

Karamé, tout en affirmant en parole sa solidarité avec la cause palestinienne, empêchait systématiquement l'action des commandos contre Israël à partir du territoire libanais.

Il ne faisait d'ailleurs pas autre chose que les gouvernements syrien ou irakien qui ont parqué les camps de commandos dans le désert.

Mais au Liban, pays où la démocratie parlementaire existe, cette attitude équivoque suscita à la fois le mécontentement des leaders chrétiens, qui trouvaient cette position trop compromettante, et d'une grande partie de la gauche, notamment étudiante, sans distinction de confessions, qui la trouvait trop peu coopérative.

Et cet équilibre instable a finalement été brisé par les manifestations de mercredi.

Mais quel que soit l'homme qui présidera le gouvernement on voit mal quelle autre politique il pourrait mener. Car si, comme toutes les bourgeoisies arabes, la bourgeoisie libanaise ne voue qu'une sympathie relative aux hommes des commandos, elle ne peut pas ouvertement les désavouer compte tenu de l'estime dont ils jouissent parmi la jeunesse.

Il est donc probable que le prochain gouvernement libanais tentera de trouver un nouveau « modus vivendi » avec les organisations palestiniennes... jusqu'à la prochaine crise.

Mais de toute façon l'image d'un Liban « hâvre de paix au milieu des tempêtes » est bien morte. Elle est morte le jour où les Palestiniens ont pris les armes, obligeant ainsi la bourgeoisie arabe à prendre parti.

Et cela c'est aussi une conséquence directe de la guerre des Six jours qui a été gagnée par l'Etat sioniste mais perdue à coup sûr par la population juive d'Irsaël, qui se trouve, 21 ans après la création de l'Etat juif, en butte à l'hostilité toujours grandissante des peuples de la région.

Dans les camps de réfugiés

« Il y a près de 200.000 Palestiniens au Liban dont 130.000 indigents répartis dans 17 camps. Ce sont les réfugiés des régions palestiniennes de Saint-Jean-d'Acre et d'Haïfa. Les camps de Beyrouth sont d'immenses bidonvilles nichés au milieu des palaces et des night-clubs de la Miami du Moyen-Orient encore plus sordides que les camps de Gaza.

« Dans chaque misérable baraque, il y avait, en 1966, des portraits de Choukeïri et de Nasser, malgré le sévère contrôle policier qui faisait la chasse aux militants de l'Organisation de Libération de la Palestine... Nous avions eu les plus grandes difficultés à entrer dans le bidonville (Borj El Barajne) qui est placé sous le contrôle du 2e Bureau militaire comme tous les endroits où vivent les palestiniens au Liban. Mais ce n'était pas comme à Gaza où les dirigeants de l'O.L.P. avaient un semblant de pouvoir. Au Liban, l'O.L.P. disposait de locaux, avait presque un statut d'ambassade puisqu'elle avait été créée à l'unanimité de tous les chefs d'Etat arabes, y compris celui du Liban, mais le gouverneur militaire avait sur eux pouvoir de vie et de mort, et arrêtait systématiquement ceux qui se signalaient par une agitation quelconque. Comme en Jordanie, aucun camp de l'Armée de Libération de la Palestine n'était toléré, et certains jeunes palestiniens qui avaient organisé des commandos en Israël, comme Jalal Kawache, sont morts sous la torture. Ainsi le voulait la coexistence israélo-libanaise.

« Il y avait des mouchards partout et une demi-heure après notre arrivée, nous étions obligés de présenter nos papiers aux agents du gouverneur militaire, un bellâtre moustachu qui nous fit convoquer dans ses bureaux, saisit nos films et menaça de nous faire expulser, scène qui se déroula sous l'œil impuissant des amis de l'O.L.P. qui nous accompagnaient.

« C'est ainsi depuis vingt ans, dirent, en serrant les poings de jeunes palestiniens... »

(ANIA FRANCOS
LES PALESTINIENS)

Au Nigéria

Unité nationale définitivement rompue

APRES une longue période de stabilisation du front entre l'armée du Biafra et celle du gouvernement fédéral du Nigéria, cette dernière vient d'annoncer la prise de la capitale provisoire biafraise Umuahia. Les Biafrais auraient repris, il est vrai, une autre ville importante, mais avec leur capitale, ils ont perdu une des deux pistes d'atterissage qui leur sont indispensables pour assurer leur ravitaillement en armes et en médicaments. Et à l'heure actuelle le territoire biafrais se réduit à un espace ne dépassant pas 5.000 kilomètres carrés.

Le gouvernement fédéral de Lagos prévoit dans ces conditions qu'il parviendra à réduire la sécession dans les trois mois à venir.

Certes ce n'est pas la première fois que l'effondrement du Biafra est prévu pour un avenir proche et pourtant, cela fait bientôt deux ans que les sanglants affrontements durent. Jamais cependant le gouvernement fédéral ne s'est trouvé aussi près de la victoire. Une victoire qui est censée aboutir au rétablissement de l'unité nationale nigériane.

Mais cette « victoire » acquise au prix du génocide du peuple ibos, acquise au prix de massacres barbares, après une guerre qui a fait des centaines de milliers de victimes, mortes assassinées ou tuées simplement par la famine, ne pourra pas, ne pourrait plus aboutir à une unité nationale véritable.

Du temps de la colonisation, l'impérialisme était déjà parvenu à susciter, à attiser la haine entre les communautés nationales du Nigéria. La guerre civile, qui n'a pu se poursuivre et prendre des aspects particulièrement horribles que parce que l'impérialisme anglais d'un côté, français de l'autre, avaient intérêt à ce que leur protégé n'ait pas le dessous, cette guerre civile a creusé un fossé profond entre les ibos et le restant des communautés du Nigéria.

Même si le gouvernement fédéral réussit à reconquérir le réduit du Biafra, il va au devant d'une guérilla sanglante. Et même si cette guérilla pouvait cesser un jour faute d'armes, il n'en restera pas moins qu'au cœur d'une unité nationale de façade, il restera un peuple qui n'attendra que l'occasion pour tenter à nouveau de reconquérir son indépendance. Et quelle que soit l'attitude actuelle de l'impérialisme vis-à-vis des protagonistes du combat, il est certain qu'il a dans les ibos des alliés virtuels, dont il pourra toujours ressusciter la résistance, si la politique du Nigéria n'était pas à son gré.

Nixon et les dispositions antigangs :

Un cautère sur une jambe de bois

S'IL avait réellement l'intention de partir en guerre contre le « crime organisé », comme il l'a récemment déclaré, le président Nixon se lancerait dans une bien difficile bataille.

Qu'on en juge : les héritiers des hommes de la Maffia, rassemblés dans la Cosa Nostra, sont aujourd'hui à la tête d'un véritable empire industriel, dont les experts financiers évaluent le chiffre d'affaires annuel entre 20 et 50 milliards de dollars.

Hommes d'affaires respectables, placés à la tête d'entreprises dont les capitaux sont gérés selon les règles de l'art, par des Conseils d'administration régulièrement élus, les membres de la Cosa Nostra sont occupés à faire fructifier leur avoir, comme tout capitaliste qui se respecte.

Il y a d'ailleurs bien longtemps que les truands qui se sont enrichis en prenant des risques et en payant de leur personne, ont compris qu'ils pouvaient atteindre le résultat escompté — continuer à s'enrichir — dans le cadre de la législation en vigueur. Et ils sont devenus capitalistes, tout comme les capitalistes sont devenus racketteurs en organisant des monopoles qui rançonnent le consommateur, en éliminant sauvagement les concurrents, en embauchant des hommes de mains en uniforme ou non, pour mettre au pas ceux qui menacent leur profit.

Ainsi donc, la tâche de Nixon serait bien malaisée, s'il lui fallait définir législativement le gangstérisme, et entreprendre une lutte sérieuse pour l'éliminer. Il faudrait alors, selon les propres recommandations de Nixon, demander « aux forces de police fédérale et locale de redoubler d'efforts, de vigilance et de clairvoyance (sic)... ».

Mais les projets de Nixon sont tout autres. Ses déclarations se limitent à rassurer l'opinion publique et à entourer les dirigeants d'une auréole de vertu et d'incorruptibilité derrière laquelle les gangsters de toutes sortes pourront continuer leurs combines lucratives.

Et si jamais les projets de Nixon voyaient le jour, ils ne feraient que renforcer les dispositions mises en place pour enrayer... la lutte des noirs américains. Tout comme dans le passé, l'augmentation des crédits affectés à la lutte contre la criminalité servira avant tout à rendre plus nombreuses et mieux équipées les forces de répression dans les ghettos.

L'épisode du référe et les tâches des r

Succès du meeti « ROUGE » - « LU à la Mutualité, le

C'EST dans la grande salle de la Mutualité absolument comble que s'est déroulé le 25 avril à Paris le deuxième meeting organisé en commun par *Rouge* et *Lutte ouvrière*.

Ce fut donc incontestablement un succès, et un succès qui déborde largement le simple cadre de ce meeting, car il prouve une fois de plus, s'il en était encore besoin, l'écho que rencontrent les idées unitaires.

En effet, le thème de la réunion : « l'épisode du référendum et les tâches des révolutionnaires » mettait, par son deuxième volet, le problème du regroupement des révolutionnaires au cœur des débats, et il est parfaitement significatif que les applaudissements les plus chaleureux aient salués les propos les plus unitaires.

A l'issue de cette réunion, un certain nombre de participants étaient cependant un peu déçus de voir que l'unité des révolutionnaires en général, et l'unité entre nos deux tendances en particulier, ne semblait guère progresser.

Car s'il est vrai que l'un de nos camarades réaffirma avec force à la tribune à la fois la possibilité et la nécessité de ce regroupement des révolutionnaires, il est non moins vrai que les réticences — et c'est le moins que l'on puisse dire — des camarades de *Rouge* étaient bien visibles. Daniel Bensaïd devait notamment, en guise de réponse, consacrer son intervention à un long inventaire des divergences qui séparent nos tendances et qui empêcheraient notre unité.

Ces divergences sont certes nombreuses — et en ce sens l'effet était un peu facile — mais leur addition ne prouve rien, car il s'agit là d'une manière absolument erronée d'aborder le problème.

Et en effet, ce n'est pas en fonction du bilan de nos divergences que nous défendons l'idée d'un regroupement des révolutionnaires, mais à partir de l'analyse des conditions concrètes dans lesquelles nous militons actuellement. Et en vérité, bien plus que nous, ce sont les circonstances objectives qui posent ce problème.

Mai a ouvert des possibilités immenses à l'extrême gauche. Mais celle-ci est infiniment trop divisée pour les exploiter. Depuis bientôt un an, la construction du parti révolutionnaire est à l'ordre du jour, non plus à long terme, mais à très court terme si nous savons être à la hauteur des possibilités. Mais aucune tendance n'a, à l'heure actuelle, la possibilité d'être, à elle seule, l'axe autour duquel se fera cette construction. Seul un regroupement des révolutionnaires pourrait constituer un pôle d'attraction suffisant pour amener la naissance d'une force politique nouvelle existant réellement à l'échelle nationale, capable de participer à toutes les luttes, et de contester partout leur direction aux appareils staliniens et réformistes.

Voilà comment le problème se pose dans les faits. Personne ne nous a sérieusement répondu sur ce terrain là, pas même les camarades de *Rouge*, et nous le regrettons infiniment, car c'est tout de même, pour des révolutionnaires dignes de ce nom, le terrain fondamental, celui de leurs responsabilités militantes vis-à-vis de la classe qu'ils prétendent représenter.

Les camarades de *Rouge* ont eu le mérite, au lendemain de mai de se poser eux aussi le problème de l'unité. Mais ils n'ont pratiquement cessé depuis d'adopter des positions ambiguës et souvent contradictoires à ce propos.

Il n'y a pourtant que deux manières fondamentales, pour une tendance révolutionnaire d'aborder le problème de la construction du parti.

La première, c'est de se considérer *a priori* comme le seul axe possible autour duquel se formera celui-ci, c'est de prétendre que l'on est déjà ce parti en réduction, et sa future direction. La logi-

que de cette
de considére
tres tendan
naires comm
geable, et d'a
ridicule
jouant au gra
ce n'est pas
nale.

Les exempl
comportemen
malheureusen
a dans ce
douzaine de
lutionnaires,
tites, qui ém
moins ouvert
autant de rai
aucune, les
tions.

La seconde
der le problè
truction du
partir de l'ét
vement révo
force nous es
tater, que c
ou non, qu'il
mouvement u
bre de tend
cune ne peut
les condition
direction rec
un pôle d'att
pour que puis
autour d'elle

La conséqu
cet état de f
on veut agir
responsable,
ser les intérê
mouvement
et de la class
ses petits ir
pelle, c'est d
un regroupem
moins, aura l
voir servir d
tion, et qui,
le parti rév
type bolchévi
sons nécessa
puisse triom
tion sociali
néanmoins c
les condition
les nous pour
ce parti.

Les camar
se sont à pl
affirmés en f
des révolutio
pensent que
vra se faire
divergences
rentes tenda
réglées par
C'est cela le
pas ce que
car il n'y a

endum
évolutionnaires

ng
TTE OUVRIERE »
25 avril

conception, c'est
toutes les au-
ces révolution-
quantité négli-
dopter l'attitude
lu groupuscule
nd parti, quand
à l'Internatio-

s de ce type de
ne manquent
ent pas, et il y
ays une demi-
tendances révo-
grandes ou pe-
ettent, plus ou
ement, et avec
sons, c'est-à-dire
mêmes préten-

manière d'abor-
me de la cons-
parti, c'est de
t réel du mou-
lutionnaire. Et
t alors de cons-
la nous plaise
existe dans ce
n certain nom-
nces, dont au-
constituer dans
actuelles une
nnue, ni même
action suffisant
se se constituer
le futur parti.

ence logique de
it, si du moins
d'une manière
en faisant pas-
ts généraux du
révolutionnaire
ouvrière avant
térêts de cha-
e militer pour
ent qui, lui, du
mérite de pou-
e pôle d'attrac-
s'il ne sera pas
olutionnaire de
que nous pen-
ire pour que
oher la révolu-
ste, changera
nsidérablement
dans lesquel-
rons lutter pour

des de *Rouge*
sieurs reprises
veur de l'unité
naires, mais ils
cette unité de-
après que les
ntre les diffé-
nces aient été
la discussion.
mythe, et non
ous proposons
aucune raison

pour que ces divergences disparaissent rapidement, surtout si nous refusons de nous donner les moyens de nous intégrer réellement dans la lutte des classes, et donc de vérifier enfin, dans la pratique, nos idées et nos capacités respectives.

Le vrai problème n'est d'ailleurs pas celui de nos divergences. Celles-ci existent certes, et nous ne sous-estimons ni leur nombre, ni leur importance. Mais nous pensons qu'elles ne sont pas de nature à nous interdire de cohabiter dans une organisation unique, non seulement dans un regroupement tel que celui que nous préconisons, mais même dans une organisation infiniment plus centralisée.

Durant toute son existence en tant que parti révolutionnaire, le parti bolchévik a été le théâtre de luttes de tendances, et même de fraction, opposant des militants qui avaient souvent entre eux des divergences considérables, souvent plus graves que les nôtres, parce que ayant des incidences pratiques immédiates, et pouvant mettre en jeu le sort d'une révolution. Et cela ne l'a nullement empêché de remplir sa tâche, bien au contraire.

La grande majorité de l'extrême-gauche française se réclame, comme nous-mêmes et comme les camarades de *Rouge* du bolchévisme, et se proclame en faveur d'un parti basé sur les principes du centralisme démocratique. La raison déterminante qui fait que ces courants ne peuvent se fondre dans une même organisation centralisée ne réside pas tant dans leurs divergences, que dans l'absence d'une direction reconnue par tous. Et ce n'est pas une question de bonne ou de mauvaise volonté de chacun, c'est qu'une telle direction n'existe pas, qu'elle ne pourra se forger qu'au cours des luttes à venir, et qu'elle n'existera jamais, là aussi, si nous refusons de nous donner les moyens de participer à ces luttes.

Voilà le vrai problème. Voilà pourquoi le seul regroupement possible est un regroupement sur des bases extrêmement démocratiques, garantissant le droit de fraction, et de libre expression à l'extérieur comme à l'intérieur de l'organisation commune.

Cela ne signifie d'ailleurs pas qu'en cas de divergences toute action commune serait impossible. Il y a des divergences mineures. Et il est bien évident que le problème de statuts serait une chose, et que l'utilisation qui en serait fait par chacun dépendrait de sa conscience politique et de sa volonté unitaire.

Pour prendre un exemple souvent cité ces derniers temps, celui du référendum, les divergences à ce propos n'auraient pas forcément empêcher une action commune, et elles auraient très bien pu rester, pensons-nous, intérieures à l'organisation unifiée. Ce n'aurait donc pas, tout compte fait été plus monstrueux que ce qui a du normalement se passer au sein de chacune des tendances révolutionnaires !

Les camarades de *Rouge* repoussent actuellement nos propositions unitaires au nom du bolchévisme, du centralisme démocratique nécessaire à l'efficacité d'une organisation révolutionnaire. Cela implique deux choses :

— Premièrement, qu'ils considèrent la Ligue Communiste qu'ils viennent de proclamer comme une organisation révolutionnaire bolchévique. Nous nous permettrons d'être sceptiques à ce propos, car cela implique des qualités de sérieux, de qualification des militants, d'implantation dans la classe ouvrière qui leur font totalement défaut (et même si elles font défaut à tout le monde, cela ne change rien).

— Deuxièmement, qu'ils se croient efficaces, et là nous devons leur dire fraternellement qu'ils se font de graves illusions. Aucune tendance révolutionnaire n'est actuellement efficace, c'est-à-dire n'a de prise réelle sur les événements. Et il ne suffit malheureusement pas du centralisme démocratique pour acquérir cette efficacité.

La Quatrième Internationale à laquelle ils viennent d'adhérer est, depuis la mort de Trotsky, le parfait exemple, sur le plan international, de l'inefficacité qui se veut centralisée, et ses multiples scissions ont été la rançon de cette prétention.

Ce n'est pas le centralisme démocratique qui crée automatiquement une organisation de type bolchévik, c'est au contraire, pourrait-on dire, l'organisation de type bolchévik, c'est-à-dire formée par une certaine qualité humaine de militants, qui rend possible le centralisme démocratique, et qui acquiert, grâce à lui, le plus haut degré possible d'efficacité.

S'il était possible de construire aujourd'hui en France un parti centralisé de type bolchévik, nous serions évidemment les premiers à nous en féliciter. Mais se refuser à faire ce qu'il est possible de faire, au nom d'une caricature du bolchévisme, n'a aucun sens.

Les camarades de *Rouge*, en ce domaine comme en bien d'autres, traitent avec un peu trop de légèreté les problèmes théoriques, et ils se contentent trop souvent de la lettre, sans chercher à se pénétrer de l'esprit, de la pensée marxiste. Cela les amène, en matière d'organisation à un « bolchévisme » formel, qui les entraînerait, s'ils étaient conséquents, à tourner le dos à toute perspective réelle de construction du parti révolutionnaire.

Nous ne leur reprocherons évidemment pas leur inconséquence en ce domaine, du moins pas leur inconséquence dans ce sens là. On voit trop souvent des révolutionnaires tenir des propos admirables, et ne pas en tenir compte dans la pratique, pour ne pas préférer des camarades ayant des conceptions théoriques erronées sur le problème de l'unité, mais acceptant en fait pragmatiquement, empiriquement, des actions positives dans cette voie là.

C'est que la politique unitaire que nous défendons correspond à une profonde nécessité pour le mouvement révolutionnaire, et que cette nécessité est ressentie par beaucoup de militants révolutionnaires et de sympathisants « gauchistes ».

Cette pression unitaire s'exprime de différentes manières, et en particulier au travers de ces meetings communs dont nous avons lancé l'idée il y a plus de six mois. L'idée de l'unité progresse d'ailleurs dans l'extrême-gauche, comme le prouve aussi, entre autres l'attention que porte le P.S.U. aux différentes tendances révolutionnaires depuis son dernier congrès, et la participation d'un orateur de ce parti au meeting du 25 avril.

Et les réticences mêmes des camarades de *Rouge* ne sont que le reflet de cette pression unitaire. Ils ne peuvent pas rester indifférents devant le problème. Ils se sentent obligés de justifier à chaque occasion leur refus actuel, et leurs objections sont d'autant plus véhémentes qu'ils sentent leur situation plus inconfortable.

C'est parce qu'elle correspond à une nécessité profonde que la pression unitaire ira en se renforçant, et qu'il ne peut pas, malgré toutes les tergiversations, y avoir de retour en arrière sur le chemin de l'unité.

C'est pourquoi, malgré les propos tenus par les orateurs de *Rouge* lors de ces deux premiers meetings communs, nous restons optimistes. Leur présence à la tribune était d'ailleurs un démenti qu'ils s'infligeaient à eux-mêmes, car quel autre sens aurait-elle pu avoir ?

Quant à nous, nous continuerons inlassablement à œuvrer pour le nécessaire regroupement des révolutionnaires. Et dans le cadre de cette série de meetings communs, nous avons d'ores et déjà proposé aux camarades de *Rouge* un nouveau rendez-vous à la Mutualité pour le 30 mai.

La lutte pour le regroupement des révolutionnaires continue.

Le problème de l'unité

Intervention du camarade de " LUTTE OUVRIÈRE "

Depuis mai 68, beaucoup de gens s'intéressent au gauchisme et plus spécialement à l'organisation ou à l'inorganisation des gauchistes.

Nous ne parlons pas de M. Marcellin. Sa curiosité est purement professionnelle. Pas de la meilleure qualité d'ailleurs, car il a une idée fixe. Il cherche un centre coordinateur du côté de La Havane, l'or de Moscou étant définitivement démonétisé dans l'esprit de nos bourgeois depuis qu'ils ont découvert que le P.C.F. pouvait être tourné sur sa gauche. Nous n'empêcherons pas le ministre de l'Intérieur de se ridiculiser. La police a le chef qu'elle mérite.

Mais beaucoup d'autres, et en apparence des plus sérieux, s'interrogent sur les chances de ce gauchisme qu'ils viennent de découvrir. Tous d'ailleurs pour convenir en conclusion qu'*il est tout à fait incapable de constituer une force politique cohérente.* Ce qui pour certains ressemble plus à une prière qu'à une analyse.

Ainsi M. Duverger, dans les pages du *Monde,* estimait il y a peu que « le refus de l'organisation constitue la maladie infantile du gauchisme. Pire même : sa maladie constitutive si l'on peut dire, car on ne voit pas comment il pourrait s'en débarrasser. »

Jean Daniel, directeur de rédaction du *Nouvel Observateur,* lui, est plus optimiste. Il affirme certes que « sans contrainte extérieure, il n'y aura jamais d'organisation efficace des nouvelles forces gauchistes ». Mais il veut bien admettre que « violées par un événement » (sans nous préciser lequel, hélas !) elles pourraient peut-être alors tout de même réaliser leur unité.

Nous pouvons donc imaginer sans peine que l'affaire du référendum a dû ancrer dans leur conviction nos libéraux et hommes de gauche. Du non au bulletin révolutionnaire, en passant par le boycott ou l'abstention, *il n'est pas une seule des positions* que l'opposition était susceptible de prendre, qui n'ait été défendue par une ou plusieurs des tendances de l'extrême-gauche révolutionnaire. Certaines même, pour faire bonne mesure sans doute, en ont défendu successivement plusieurs.

En réalité, pour les révolutionnaires, le référendum a peu d'importance. C'est une fausse bataille, voulue par de Gaulle et livrée par lui à l'heure et sur le terrain qu'il a choisi. Une bataille truquée que la classe ouvrière ne peut gagner, quel que soit son résultat, et il est pour nous acquis d'avance. *C'est un piège tendu par le pouvoir à l'opposition* et dans lequel, d'ailleurs, elle se précipite avec un empressement qui pourrait étonner, si nous ne connaissions les goûts masochistes de la gauche pour la défaite ; cette gauche qui depuis onze ans n'a même pas su préparer une solution de rechange au gaullisme et qui serait le dindon de la farce au cas, improbable il est vrai, où le non l'emporterait.

Ce référendum, ce n'est pas notre combat. Celui-ci se passe ailleurs. Et la seule réponse efficace que nous puissions faire c'est de montrer qu'au-delà du référendum, *pas dans les isoloirs mais dans les entreprises, à l'université et aussi quelques fois dans la rue,* il y a d'autres combats à mener, ceux-là voulus et décidés par nous, sur les terrains de lutte qui sont ceux des travailleurs et des étudiants.

Cette réponse passera peut-être inaperçue dans la foire électorale du 27 avril. Elle a l'avantage de pouvoir être apportée plus tard, n'importe quand, y compris et surtout sans être sollicitée par le pouvoir.

Mais sur ces terrains qui sont ceux des travailleurs et les nôtres, il nous faudra, pour être sûrs que cette réponse sera donnée un jour, *unir nos forces pour mener des batailles communes.* Il nous faut apprendre à agir ensemble, parce que nous avons toutes les raisons de le faire, sans avoir besoin de la contrainte des événements.

Bourgeois, libéraux, hommes de gauche et d'autres encore peuvent bien ricaner, sourire ou s'apitoyer sur nos divergences soi-disant insurmontables.

Oui, l'extrême-gauche de ce pays *est divisée en plusieurs courants,* trotskiste, maoïste ou libertaire. Oui, ces courants sont eux-mêmes subdivisés en de multiples tendances, sans compter celles, comme une partie de la gauche du P.S.U., qui sont inclassables dans aucun des trois.

La pensée socialiste n'a pas été étouffée pendant des dizaines d'années par ceux qui en étaient soi-disant les représentants sans qu'il en reste bien des traces et que sa renaissance soit difficile.

Nos divergences sont la rançon de trente ans de trahison de la lutte révolutionnaire par ceux que nous appelons les staliniens, que d'autres préfèrent appeler révisionnistes, la rançon de toute une période historique où l'idéal révolutionnaire était réfugié dans de petits groupes sans prise sur la réalité, sans intervention dans la lutte de classe.

L'élaboration *d'un véritable programme révolutionnaire* cohérent, adéquat et efficace, sur lequel l'ensemble des révolutionnaires puissent tomber d'accord, demande sans doute *des années de participation effective aux luttes sociales et politiques.*

Les tentatives d'élaborations théoriques ou politiques de nos différents groupes, parce que ceux-ci sont faibles et sans grande expérience de la lutte, sont sans doute des balbutiements au regard des tâches que nous avons à accomplir en ces domaines.

Mais *qui peut le reprocher aux gauchistes* ? Certainement pas les vieillards politiques de la gauche officielle qui n'arrivent même pas à mettre en commun leur absence de programme. Et pourtant, nul ne soupçonnera Guy Mollet ou Waldeck-Rochet d'être gênés par leurs principes ou sans expérience.

Non, les gauchistes, pas plus que la gauche officielle, n'ont de programme commun. Mais ils ont mieux que cette sorte de contrat que l'on déchire à la première occasion. Ce que la gauche, elle, n'est pas près d'avoir : le même but, le même terrain, la même optique, la même lutte.

Oui, nous avons *le même but,* le socialisme. Nous avons *les mêmes adversaires,* la bourgeoisie, ses flics et ses valets, hommes politiques de tout poil, de droite et de gauche, bureaucrates du mouvement ouvrier, staliniens ou réformistes. Nous avons surtout *la même volonté* de travailler à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, seule classe, affirmons-nous tous, qui peut instaurer le socialisme pour lequel nous combattons. Nous avons pour cela *la même conviction* que la politique ne se fait ni au Parlement ni dans les urnes mais dans les entreprises, dans les quartiers ouvriers, parmi la jeunesse et dans la rue.

Cela *c'est un programme d'action.* Et *il nous est commun.* Ce n'est pas par hasard que nos adversaires nous cataloguent tous sans nuance dans le camp des gauchistes. Ce n'est pas par hasard non plus que nous nous sommes retrouvés du même côté de la barricade en mai et juin derniers.

C'est ce programme qui fait qu'aujourd'hui même nous pourrions, si nous le voulions, *mener une action commune quotidienne et permanente* dans les usines, sur les chantiers, dans les bureaux, dans les syndicats, dans les universités.

Dans *la lutte quotidienne* de la classe ouvrière, qu'elle soit parcellaire ou d'envergure, nous avons la même attitude, les mêmes préoccupations. Nous défendons *les mêmes perspectives* et avec *les mêmes principes* : refus de toute collaboration de classe, conviction que les intérêts immédiats ou à long terme des travailleurs ne sont défendus que par une lutte résolue de leur part, accent mis sur la nécessité pour eux de s'organiser sur une base de classe.

Des organisations syndicales ouvrières, nous sommes tous également convaincus qu'il faut en faire *les organisations des travailleurs,* des organisations dans lesquelles ceux-ci puissent s'exprimer librement et démocratiquement, des organisations qui soient débarrassées des tutelles bureaucratiques qui sabotent et entravent leurs luttes.

Même sur *le terrain de l'université,* les gauchistes sont *d'accord sur l'essentiel* : pour affirmer que l'action des étudiants, si elle veut être révolutionnaire, doit se poursuivre en direction de la classe ouvrière et en union avec la lutte de celle-ci.

Bien sûr, ces six derniers mois n'ont guère montré que de ce principe découlait automatiquement une action commune à l'université. Mais peut-être justement parce que bien des tendances gauchistes étudiantes *tournaient dans la pratique le dos au principe* dont elles se réclamaient en paroles.

Sans cela elles n'auraient pas toléré que l'U.N.E.F., aux yeux de tous, et notamment, ce qui est le plus grave, de la classe ouvrière, devienne une sorte de foire d'empoigne entre les différents groupes gauchistes.

Sans cela elles n'auraient pas toléré non plus les actes de vandalisme gratuits ou absurdes qui écœurent les travailleurs. Elles n'auraient pas toléré en tous cas qu'on les attribue aux étudiants révolutionnaires — ce que tous nos adversaires n'ont pas manqué de faire avec autant d'entrain que d'ensemble — car *ils nuisent au mouvement étudiant comme au mouvement révolutionnaire.* Comment les travailleurs pourraient-ils penser que couvrir de peinture un journaliste que l'on a soi-même invité à parler, même s'il est le rédacteur en chef de *Paris-Presse,* est un acte conséquent et responsable ?

Malgré tout, nous avons, dans les faits, *un programme d'ation qui permettrait,* sans qu'une seule tendance gauchiste ait à renier une seule de ses idées, *notre intervention commune dans les luttes sociales et politiques réelles qui se déroulent dans ce pays* : celles de la classe ouvrière d'abord, bien sûr, mais aussi celles des étudiants et peut-être même celles d'autres couches de la population laborieuse, dont nous sommes sûrs qu'elles peuvent être les alliés du prolétariat : petits paysans, artisans, commerçants.

Et c'est bien en nous fondant sur cette constatation que nous pouvons affirmer que l'unité de l'extrême-gauche est non seulement nécessaire mais encore qu'elle est possible et qu'elle serait, de plus, efficace.

D'ailleurs, nécessité et possibilité de l'unité sont tellement évidentes qu'il n'est pas une tendance gauchiste, même la plus sectaire, qui ne s'en affirme pas partisan. Mais *elles y mettent chacune des conditions.* Pour les unes, l'unité ne se conçoit qu'à la base et dans l'action, pour les autres sous la forme de front unique conclus à chaque fois sur chaque problème.

Nous pouvons faire beaucoup plus. Nous avons besoin de beaucoup plus. Nous pouvons faire *un front commun permanent qui soit déjà en fait un parti.*

D'ailleurs, bien que les tenants de l'unité à la base et dans l'action soient en principe nombreux, les réalisations unitaires demeurent bien rares. Et cela ne nous étonne pas, car cette attitude ne fait que masquer, le plus souvent, un refus de l'unité.

C'est parce qu'il manque à chacune des tendances l'essentiel : la volonté de faire ensemble tout ce qui peut être fait ensemble. Quand cette volonté manque, l'unité n'est pas plus facile à la base qu'au sommet. Si elle existe, l'unité n'est pas plus difficile au sommet qu'à la base.

De même, un front unique spécifique conclu entre deux ou plusieurs organisations sur un problème limité où elles se seront trouvées d'accord ne fait que rétrécir à l'extrême le cadre d'une unité d'action qui peut être et doit être beaucoup plus large. Cette large unité d'action, nous en avons besoin pour agir en commun dans les problèmes secondaires à l'échelle de l'entreprise, du quartier et de la ville.

Mais surtout *l'unité est nécessaire pour faire de l'extrême-gauche une force politique* qui compte réellement dans la vie du pays. Car elle ne serait pas seulement l'addition de nos groupuscules.

Depuis mai 68 — et à cause de mai 68 — des milliers de jeunes, et de moins jeunes aussi, des étudiants, bien sûr, mais aussi *des milliers de travailleurs regardent vers les gauchistes avec espoir* et attendent d'eux quelque chose. C'est l'organisation de ces milliers de militants révolutionnaires potentiels qui, seule, peut faire de l'extrême-gauche une force politique réelle.

Mais ces milliers de jeunes, ces milliers de travailleurs, n'ont pas rejoint les rangs des organisations révolutionnaires existantes. Le nombre de leurs membres, même s'il a grossi sensiblement, peut nous en convaincre. Ces jeunes, ces travailleurs, ont découvert les idées révolutionnaires, *mais ils n'ont pas trouvé d'organisations révolutionnaires,* du moins susceptibles de leur inspirer confiance.

Ces milliers de gauchistes qui n'ont pas confiance, de manière plus ou moins justifiée, dans les petits groupes, il faut répondre à leur attente, et seul un fait politique nouveau leur montrant que nous avons changé, les amènera à nous. Ce fait politique nouveau, ce serait le regroupement des révolutionnaires.

D'abord parce que nous constituerions alors une *organisation bien plus importante numériquement* que n'importe laquelle de celles existant actuellement, plus importante, et de loin, que n'importe quelle organisation révolutionnaire qui a pu exister dans ce pays depuis quarante ans. Cela seul compterait déjà pour beaucoup. Mais ce n'est pas le plus important.

Ce regroupement serait surtout la preuve de la *volonté des révolutionnaires de faire ensemble*

des révolutionnaires

tout ce qu'il est possible de faire en commun. Ce serait la preuve de leur sérieux et de leur logique, la preuve aussi qu'ils mettent à leur vraie place leurs divergences comme leurs accords. Ce serait là le gage sur lequel pourrait enfin se fonder la confiance de tous ceux qui n'ont pas rejoint nos rangs parce que les vraies ou fausses querelles, dont ils ne peuvent ou ne veulent pas juger et qui nous paralysent, les rebutent et les rejettent.

Oui, l'extrême-gauche doit et peut aujourd'hui créer un parti révolutionnaire.

Certes, celui-ci serait *la résultante et le rassemblement d'une multitude de tendances et de fractions* qui continueraient à exister en son sein en tant que telles. Car, nous en sommes bien convaincus, aucun groupe existant ne peut à l'heure actuelle, pour constituer ce front commun, abandonner son droit à s'exprimer publiquement, à mener les actions qu'il juge nécessaires et à s'organiser comme il l'entend.

Mais cela ne l'empêcherait nullement d'apparaître et d'être un véritable parti révolutionnaire.

D'abord parce qu'un tel regroupement, pour pouvoir à la fois accueillir dans ses rangs les gauchistes qui n'appartiennent à aucune tendance et mener les actions unitaires à tous les niveaux, devrait *avoir une structure organisationnelle non seulement au sommet mais aussi à la base,* dans les entreprises, dans les quartiers, dans les lycées, dans les universités.

Ensuite parce qu'il péserait réellement, dans la vie politique et sociale, par son importance numérique. Il compterait, nous n'en doutons pas, *des milliers de militants et notamment des milliers de militants ouvriers.* Il compterait même peut-être rapidement, si les révolutionnaires savent faire leur travail, des dizaines de milliers de militants.

Enfin parce qu'il interviendrait réellement dans les luttes sociales. A propos de tous les mouvements de ces derniers mois, les différentes tendances révolutionnaires étaient pratiquement toutes d'accord. Du moins dans leur presse, du moins sur le papier. Car l'intervention directe dans ces luttes, nous le savons bien, est très difficile, sinon impossible, à un petit groupe, même lorsqu'il n'y renonce pas *a priori* du fait de sa faiblesse. C'est justement cette intervention que notre unité permettrait à coup sûr, car l'unité que nous proposons est une unité pour agir.

Le fonctionnement d'un tel parti, composé de nombreuses fractions en désaccord sur de multiples questions théoriques et politiques, *poserait certainement de difficiles et épineux problèmes.* Mais les limites d'un groupuscule, incapable de réaliser ne serait-ce qu'un début de la politique qu'il préconise, en posent — ou devraient en poser aux militants conscients — de bien plus difficiles et plus épineux encore.

Bien sûr, ce parti *serait incapable d'apporter une réponse unitaire* à l'occasion du référendum par exemple, et se diviserait très certainement en partisans du non, du boycott, de l'abstention, du bulletin nul ou révolutionnaire, ou encore, à l'occasion du conflit sino-soviétique, entre le soutien à la Chine ou à l'U.R.S.S. et ceux qui refusent de prendre parti.

Mais qui cela empêcherait-il de le considérer comme un véritable parti ?

Les commentateurs bourgeois ou petits-bourgeois, de gauche ou de droite, y verraient-ils encore la preuve de notre incapacité congénitale ? Peut-être. Mais ces messieurs voient sans sourciller, à l'occasion du référendum justement, les Républicains Indépendants ou les Centristes s'éparpiller entre le oui, le non ou l'abstention, sans pourtant mettre en doute une seconde la prétention de ces formations bourgeoises à constituer une force politique réelle. Ce qui tendrait à prouver d'ailleurs que la bourgeoisie, contrairement, hélas, aux gauchistes, sait *quels sont les problèmes importants et ceux qui ne le sont pas* et qu'on peut se diviser sur certaines questions sans pourtant mettre en cause une unité fondamentale. Et puis ce n'est pas une approbation de ce côté que nous cherchons.

Les travailleurs le trouveraient-ils grotesque ou ridicule ? Certainement pas si les révolutionnaires, qui se divisent sur les problèmes du référendum ou du conflit sino-soviétique, *étaient intervenus, toutes tendances réunies,* à l'occasion de la grève générale du 11 mars, de la grève des cheminots du Sud-Ouest, de celles des chaînes Renault au Mans et Peugeot à Sochaux, ainsi que de tous les mouvements qui ont eu lieu ici ou là ces dernières semaines. S'ils étaient intervenus auprès des ouvriers comme des commerçants à l'occasion des manifestations et des grèves de ces derniers les semaines passées.

Car la force politique d'un parti ouvrier, son existence, c'est sur ses interventions dans ces occasions-là, dans leurs luttes réelles, que les travailleurs la jugent et l'apprécient.

C'est pourquoi, malgré toutes ses divisions, le parti révolutionnaire *existerait bien alors dans l'esprit des travailleurs et dans les faits.* Beaucoup plus que les groupes gauchistes, peut-être plus cohérents politiquement, mais que leur faiblesse rend inexistants au niveau de la lutte, quand elle ne les rend pas irresponsables, ce dont les travailleurs sont bien plus conscients qu'on ne semble le croire.

D'ailleurs, après des dizaines d'années de dégénérescence stalinienne (ou révisionniste, comme on voudra), une organisation ouvrière de ce type constituerait même *un attrait supplémentaire* pour les travailleurs.

Ceux-ci ne sont pas effrayés par les polémiques et la discussion, c'est-à-dire par la lutte des idées, quand cette polémique et cette discussion ne paralysent pas, par ailleurs, toute action et toute efficacité.

Les bureaucrates qui prétendent cela ne manifestent par-là même que leur profond mépris des travailleurs qui, paraît-il, ne pourraient pas supporter, les pauvres, le choc des idées contradictoires. Ils justifient surtout par-là leur désir profond d'éviter toute critique à l'intérieur des organisations ouvrières qu'ils contrôlent.

Mais c'est justement parce qu'à l'intérieur des organisations ouvrières traditionnelles, et en premier lieu à l'intérieur du P.C.F. et de la C.G.T., *toute démocratie est étouffée,* que tant de travailleurs se tiennent à l'écart de la vie et de l'activité politique et syndicale.

Comment des révolutionnaires dont le but avoué est de donner le pouvoir, tous les pouvoirs aux travailleurs, peuvent-ils donc supposer que ceux-ci seraient rebutés par une organisation politique qui, se plaçant résolument sur le terrain de la lutte de classe, offrirait en même temps un visage démocratique ?

L'extrême-gauche doit s'unir. Elle peut, elle doit constituer un parti révolutionnaire enfin conséquent. Certains peuvent penser, bien sûr, que les choses en ce sens vont trop lentement. Et nous-mêmes pensons aussi qu'elles vont bien lentement.

Pourtant, l'idée de l'unité des révolutionnaires soulève bien des échos.

Nous l'avions bien vu par l'assistance au premier meeting tenu en commun par *Rouge* et *Lutte Ouvrière* le 31 janvier dernier et qui n'était si nombreuse que parce que ce meeting, justement, constituait un premier pas unitaire.

Nous le voyons encore ce soir pour la même raison.

Et que ce meeting présent puisse se tenir prouve bien que les principes que nous avançons ne sont pas aberrants et que ce qui est aberrant c'est de se refuser à l'évidence.

Sur l'analyse du phénomène gaulliste, il y a des nuances sensibles entre *Rouge* et nous-mêmes. Sur la réponse immédiate à apporter au référendum, pour *Lutte Ouvrière* une abstention pure et simple, pour *Rouge* un bulletin révolutionnaire à mettre dans l'urne, nous ne sommes pas non plus entièrement d'accord.

Mais cela ne nous empêche nullement d'organiser ce meeting en commun, ni de nous exprimer à la même tribune, ni d'y accueillir un représentant du P.S.U. qui, lui, appelle à voter non. Il ne s'agit pourtant ni d'unité à la base et dans l'action (ce serait plutôt au sommet si ce terme a un sens) ni même d'un front unique. Est-ce pour autant ridicule ou inefficace ?

Non, car il s'agit de marquer *notre accord fondamental,* par-delà toutes les divergences, *en tant que révolutionnaires* qui nous opposons à la société capitaliste et à l'Etat bourgeois.

Ce que *Rouge* et *Lutte Ouvrière* peuvent faire ensemble, d'autres groupes peuvent le faire avec eux.

Et si nous continuons ces meetings communs réguliers comme nous l'avons proposé à *Rouge, nous les ferons certainement un jour,* peut-être très proche, *avec les autres tendances révolutionnaires.* Car elles ne peuvent se tenir à l'écart d'un regroupement dont l'idée aura la faveur de l'énorme majorité des militants et sympathisants gauchistes.

Et nous n'en voulons d'ailleurs pour autre preuve que *l'attitude actuelle du P.S.U.* dont le récent congrès a décidé d'accorder la priorité à l'alliance du parti avec les forces gauchistes.

Et pourtant, le P.S.U. est loin d'être une formation entièrement révolutionnaire. Et pourtant, il a toujours, le mot n'est pas de nous mais d'un membre de sa direction politique nationale, le « derrière entre deux chaises », c'est-à-dire un strapontin social-démocrate et un tabouret gauchiste. Et pourtant, les droitiers qu'il compte dans ses rangs ne songent certainement pas à faire réellement alliance avec nous et ne peuvent pas l'accepter.

Mais *la majorité* du P.S.U., dont 42 % des membres ont adhéré en 1968, *est incontestablement gauchiste.* Elle était en mai du même côté de la barricade que nous-mêmes. Et cette majorité gauchiste aspire elle aussi à l'unité des révolutionnaires malgré les obstacles qu'elle a encore à vaincre, malgré les représentants de la social-démocratie dans le parti avec lesquels elle devra bien, fatalement, rompre un jour ou l'autre.

Et les contacts pris tout récemment entre les différentes tendances gauchistes, dont *Rouge* et *Lutte Ouvrière,* et le P.S.U., comme la présence d'un représentant de ce parti ce soir, ou l'hospitalité que le P.S.U. nous a offert à différentes reprises à ses tribunes, sont quelques pas de plus faits en direction de l'unité des révolutionnaires.

Notre unité est nécessaire. Elle est possible. Elle répond à l'attente de milliers de travailleurs comme aux exigences du moment.

Comment les révolutionnaires pourraient-ils lui tourner le dos ?

Nous ne pouvons pas laisser reprendre le dessus *à la routine des chapelles, aux traditions sectaires* des petits groupes qui, parce qu'ils étaient isolés, faute de mordre sur la réalité, passaient le plus clair de leur temps à se mordre entre eux.

Mai 68 est passé par là. Nous ne pouvons plus admettre les mœurs qui, naguère, ne faisaient que couvrir de ridicule certains groupes d'extrême-gauche mais ne prêtaient pas à conséquence parce qu'ils n'avaient de toute façon aucune influence. Aujourd'hui, *elles nous empêchent de faire le bond qualitatif décisif,* de nous faire passer du stade de petits groupes propagandistes à celui d'un véritable parti.

Nous ne pouvons plus admettre que pour certains l'ennemi principal, bien plus que la bourgeoisie ou ses valets, semble être le groupe révolutionnaire rival. Et l'exemple malheureux de l'A.J.S. ou d'*Informations Ouvrières* nous montre bien que le pire sectarisme envers les autres tendances révolutionnaires peut côtoyer souvent le pire opportunisme envers les réformistes et les bureaucrates.

Camarades,

Ne donnons pas raison à nos adversaires communs, trop heureux de constater que les révolutionnaires, prisonniers de leurs querelles internes, sont incapables de constituer une force politique réelle.

D'ailleurs, des querelles, même fondées, qui nous empêchent de réaliser une partie de nos tâches, sous prétexte que nous ne sommes pas d'accord sur toutes, *ne sont pas une preuve de fermeté idéologique.*

Car ce n'est pas une preuve que l'on tient à ses idées — et c'est en plus une bien curieuse conception du marxisme — que de refuser de faire un pas en avant, un grand pas en avant avec la constitution d'un mouvement révolutionnaire conséquent, sous prétexte qu'il y en aura d'autres à faire pour arriver à notre but : la révolution.

Nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais nous sommes d'accord sur un certain nombre de choses et sur certaines perspectives d'action. C'est cela qui peut fonder notre unité présente, qui *peut justifier la constitution d'une même organisation révolutionnaire.*

C'est là la tâche qui s'impose aujourd'hui à nous. Lui tourner le dos serait nous condamner à l'impuissance des chapelles et des sectes. Aucun révolutionnaire ne peut choisir consciemment cette voie.

Et ce n'est pas non plus cette voie sur laquelle nous nous engageons. Hier *Rouge* et *Lutte Ouvrière* étaient seuls à la même tribune. Aujourd'hui le P.S.U. se joint à nous. Peut-être demain appellera-t-il avec nous à d'autres meetings communs. Après-demain, en tous cas, l'extrême-gauche sera rassemblée non seulement à la tribune mais dans l'action, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les universités.

Notre unité est un fait irreversible.

Vive l'unité des révolutionnaires.

correspondances des entreprises

● A Bronzavia

GREVES

A Bronzavia aucun mouvement d'importance n'avait eu lieu depuis juin dernier : la direction avait mis en route au début de l'année un train de licenciements touchant 100 personnes (sur 900), pour cause de réorganisation. Mais les ouvriers n'avaient pratiquement pas réagi, ces licenciements touchant surtout maîtrise et improductifs.

Pourtant, le mercredi 9 avril, toute une équipe, celle de l'outillage, la plus combative, composée de professionnels qualifiés débrayait, pour présenter ses revendications au chef : mensualisation et « rallonge », ceci dura un quart d'heure.

Le lendemain, le mouvement reprenait et faisait tache d'huile, à l'occasion de l'entrevue délégués-direction. Cette fois-ci, 300 ouvriers des différents ateliers de production s'arrêtaient et se réunissaient en assemblée. Devant le refus catégorique de la direction sur tous les points, ils décidaient unanimement de mettre en avant la revendication unique de 1 F de l'heure pour tous, et de poursuivre le mouvement par petits débrayages, malgré certains jeunes qui proposaient des moyens de lutte plus durs, seule façon d'obtenir réellement les 1 F.

Le vendredi, sous l'impulsion des équipes outillage et prototypes, qui n'avaient pas repris le travail, le mouvement se poursuivait par deux débrayages d'une heure. Le lundi, deux débrayages d'une demi-heure. Le nombre des grévistes et leur décision restaient inchangés. A chaque débrayage, les grévistes se réunissaient en assemblée pour discuter de la poursuite du mouvement.

Et les syndicats ? Aucun des deux syndicats n'était réellement « dans le coup » : dès le départ, la C.F.T.I., syndicat « patronal » indépendant, avait pris position... pour la discussion et pour que, dorénavant, la poursuite des débrayages se fasse par vote secret. Vendredi matin, au meeting, un de ses dirigeants, secrétaire du C.E., intervenait pour dire que de tels meetings dans les vestiaires étaient illégaux. Il devait disparaître sous les sifflets et les huées des ouvriers. Quant à la C.G.T., le mouvement avait démarré complètement en dehors d'elle, et elle restait dans l'expectative : « c'est votre grève les gars, prenez vos responsabilités », disait un délégué C.G.T., vendredi, et poussait aux débrayages partiels « qui devaient durer longtemps car le patron ne cédera pas facilement ».

La direction cède quelque peu :

Le lundi soir, à dix minutes de la sortie, la direction faisait apposer par la C.F.T. sur le panneau syndical une note qui déclarait en substance : « Nos discussions acharnées ont permis d'arracher 2 à 3 % d'augmentation pour tous. » Le mardi matin, certains chefs pouvaient promettre un peu partout des rallonges individuelles : les listes de promotion bloquées depuis mai étaient brutalement rouvertes. Et le débrayage de ce mardi ne réunissait en assemblée que quatre-vingts grévistes. Il y fut décidé d'arrêter les débrayages pour les équipes de production. La C.F.T. publiait le midi la nouvelle grille des salaires, se traduisant par des augmentations, non uniformes, de 1,80 % pour les manœuvres, 3 % pour les plus qualifiés.

Mais ce n'était un échec pour personne ; les grévistes avaient pu prendre conscience de leur force ; il était évident d'ailleurs pour la plupart qu'en poursuivant des débrayages partiels, la direction n'aurait pas cédé beaucoup plus.

Bien sûr, ces 2 % ne représentait que ce que la direction envisageait de lâcher dans l'année pour calmer le mécontentement, d'ailleurs elle les a lâchés tout en en profitant pour remettre en selle le syndicat C.F.T.I. — les élections de délégués sont dans trois mois — et pour diviser le mouvement.

Le mouvement s'arrêtait donc un peu partout.

Des débrayages se poursuivent :

Depuis, les équipes qui avait démarré le mouvement, Outillage et Prototypes, en tout cinquante ouvriers, ont repris leur revendication première de mensualisation et d'augmentation (200 F par mois environ), et continuent les débrayages. Mais là encore, la direction n'est pas prête de céder sur des revendications aussi importantes, face à un mouvement de ce type, d'autant plus qu'elle ne peut pas reculer indéfiniment. Déjà la C.F.T.I. a proposé la « conciliation » avec la mensualisation après vingt-cinq ans d'ancienneté !

Il est possible que la direction accorde cela pour tenter d'arrêter le mouvement. A l'heure où ces lignes sont écrites, les débrayages doivent continuer. Mais de toute façon, il sera difficile à ces équipes de faire reculer la direction au-delà si elles restent isolées dans leur mouvement.

● Une riposte à l'arbitraire patronal à Issy-les-Moulineaux

Les travailleurs de la C.S.F. font réintégrer une camarade licenciéé

Mercredi dernier 23 avril, à R.S.M., un secteur de l'usine où les conditions de travail sont particulièrement pénibles, un chef de service convoqua une ouvrière dans son bureau. Il lui fit de sévères remontrances au sujet de son travail. Le ton monta très vite car cette camarade n'a pas l'habitude de se laisser faire. Une discussion assez vive s'engagea. L'incident semblait clos quand, l'après-midi, l'ouvrière apprit qu'elle était licenciée sur le champ, sans indemnité de préavis, pour faute professionnelle, ce qui était un comble.

A l'annonce de cette mesure arbitraire, les travailleurs de ce secteur, débrayant immédiatement, mirent au courant les délégués qui formèrent une délégation auprès de la direction pour faire lever la sanction. Mais à la sortie de cette délégation, il n'était pas question, pour la direction, de changer de position.

Jeudi matin, la nouvelle de ce licenciement se répandit dans l'usine comme une traînée de poudre pour faire lever la sanction.

Dans la matinée, nouvelle délégation auprès de la direction. Cette fois-ci, les délégués sont accompagnés des ouvrières du secteur de la travailleuse licenciée.

A 14 h 30, les syndicats convoquent le personnel à une réunion au câblage, le plus grand atelier de l'usine, et ce, malgré l'intervention du chef du personnel, qui rappela sous les huées des travailleurs que les réunions étaient interdites dans l'usine.

Au cours de cette assemblée, à laquelle assistait environ un millier de travailleurs, la C.G.T. rappela les faits et annonça que la direction décidait de lever la mesure de licenciement qui était ramenée à trois jours de mise à pied.

Cette position nouvelle fut accueillie, avec juste raison, comme un recul important de la direction ; mais les trois jours de mise à pied, jugés inacceptables par les travailleurs, les conduisirent à voter la grève jusqu'au soir, à la quasi-unanimité des présents. Un délégué C.F.D.T. prit même la parole pour demander que la grève se poursuive le lendemain si toute sanction n'était pas levée.

A 16 h 30, nouvelle assemblée des travailleurs où le porte-parole de la C.G.T. faisait savoir que la direction refusait toute discussion tant que la grève se poursuivrait, et appelait les travailleurs à reprendre le travail le lendemain matin, une nouvelle assemblée devant être convoquée après de nouveaux contacts avec la direction.

Le lendemain matin, le travail reprenait comme convenu mais les organisations syndicales omirent de convoquer l'assemblée prévue. Le compte rendu de la dernière réunion avec la direction se fit seulement à la cantine où les travailleurs apprirent que les trois jours de mise à pied étaient réduits à deux jours.

S'il est vrai que toute sanction n'a pas été levée envers cette camarade victime de la chiourme et de l'arbitraire patronal, il n'en est pas moins vrai que les travailleurs de la C.S.F. ont montré par leur lutte qu'ils étaient capables de faire reculer la direction. Soyons sûrs que celle-ci s'en souviendra.

Chasse aux opposants à Rennes

Mardi 23 avril, le Comité national pour le « oui » au référendum organisait une réunion à Rennes. Réunion annoncée publique, mais qui a été interdite aux opposants par les efforts conjugués du service d'ordre U.D.R.-U.J.P. et des C.R.S.

Ainsi, le secrétaire général du Parti Socialiste, venu porter la contradiction, a été matraqué et chassé, ainsi que son épouse. Il n'est jusqu'au responsable du Centre Démocrate qui s'est vu refuser le droit d'entrer par « un solide membre du service d'ordre qui l'a menacé d'une non moins solide matraque ».

Mais, bien entendu, c'est contre les jeunes « contestataires », venus manifester contre le régime du général-président, que se sont déchaînés les nervis des C.D.R. et ceux des C.R.S.

Non contents de dégager les abords de la salle par des matraquages violents, les C.R.S., toujours aidés des auxiliaires bénévoles (ou non) des C.D.R. se sont livrés à une chasse à l'opposant à travers les rues de la ville. Et les opposants, en l'occurrence, étaient avant tout composés par les jeunes.

Les matraqueurs ont ainsi attaqués brutalement un groupe de lycéens qui sortaient paisiblement du théâtre, et ce n'est qu'après avoir sévi pendant un certain temps qu'ils se sont rendus compte de leur « méprise ». Méprise dont la Préfecture rend d'ailleurs compte dans un communiqué où l'indifférence le dispute à l'hypocrisie : « L'autorité préfectorale donne volontiers acte à ces jeunes gens qui n'étaient en rien impliqués dans les troubles publics. » C'est bien là le moins que « les autorités » puissent faire dans de pareilles circonstances !

Mais la « méprise » des forces policières n'a rien de fortuit ou d'accidentel. Chaque jour, ces mêmes policiers, sous un prétexte quelconque, montrent qu'ils considèrent la jeunesse comme un ennemi. Contrôle d'identité, vérifications diverses, brimades pures et simples, tout est bon pour multiplier envers les jeunes les vexations, parfois même les insultes et les violences.

Quant au résultat de tout ce dispositif anti-jeune, il ne fait pas de doute : transformer en opposants, voire en « enragés » tous ceux qui, parce que leur allure extérieure n'est pas celle d'un bon citoyen gaulliste, subissent la hargne des mercenaires du général.

● Dans les P.T.T.

Au centre de tri PARIS-VALMY :

Quand les «gamins» s'en mêlent

Au centre de tri Paris-Valmy, où travaillent une centaine de personnes, une trentaine de camarades de la brigade de l'après-midi ont refusé, à l'appel de la section C.F.D.T., d'effectuer un travail supplémentaire de « tri général ». Ce tri ne nous était plus attribué depuis quelques mois à la suite d'une note officielle émanant de la direction.

Environ la moitié du personnel présent a suivi cette action, l'autre moitié cédant aux pressions de la maîtrise. Les chefs créeront en effet la confusion en annonçant que le refus de trier le tri général était un refus de travail, et le chef de centre déclara qu'il considérait comme grévistes ceux qui suivraient cette action, c'est-à-dire qu'obligatoirement des sanctions seraient prises contre eux. Ces menaces réussirent à nous diviser en « refroidissant » les moins décidés.

Certains chefs parlèrent de « brebis galeuses » qui voulaient « couler le bureau », et des camarades se virent traiter de « gamins » (sûrement parce qu'ils étaient jeunes et contestataires).

De notre côté, nous avions exigé le droit d'être consultés et informés, dans le cas d'un supplément de travail exceptionnel.

Car il était bien évident que pour la direction et pour nos chefs, il s'agissait d'une manœuvre pour nous imposer, malhonnêtement et à notre insu, ce supplément de tri général.

Cette action ne fut pas inutile car le lendemain, lorsque les responsables C.F.D.T. de la brigade montèrent à la direction, celle-ci promit que, dorénavant, le trafic exceptionnel ne se ferait qu'après consultation du personnel.

On leur promit aussi la stabilisation du trafic qui deviendra dès lors régulier et rationnel.

Les « gamins » ont donc montré qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser « gruger ».

correspondances des entreprises

S. N. C. F.

Conditions de travail des " roulants "

LES récentes grèves des « roulants » ont attiré l'attention sur les conditions de travail de cette catégorie de Cheminots. Ces conditions particulièrement pénibles ont toujours provoqué un violent mécontentement.

Plusieurs documents ont été réalisés à la demande des syndicats, par des médecins et des chercheurs, documents accablants pour la direction. Il est effarant de lire certains passages :

Le sommeil des roulants

La durée moyenne du sommeil quotidien est de 6 h 48, dans lesquels on compte une moyenne d'insomnie d'une demi-heure ou une heure (insomnie due aux troubles nerveux, digestifs, peur de manquer l'heure du réveil, bruits courants, luminosité pour le repos de jour...).

Les agents de conduite pour « tenir le coup » prennent le plus souvent des « dopants » ou du café et ils prennent des tranquillisants à la maison pour pouvoir s'endormir.

Voici quelques conclusions d'une enquête sur le repos :

— besoin constant de sommeil (d'où la majorité des roulants boit du café, fume énormément) ;

— brûlures aux yeux après 4 ou 5 nuits de travail (légères pellicules blanches qui se forment sous les paupières après un sommeil de 2 ou 3 heures) ;

— nombreux cas de surdité ;

— nervosité de l'agent qui, à ses moments de repos, est encore sous l'effet des bruits, sonneries... et s'aperçoit lorsqu'il est allongé d'un léger tremblement de tout son corps.

On pourrait continuer longtemps ainsi.

Les contraintes

Les contraintes sur la machine ont été mises en évidence à partir de l'adoption du système VACMA, en plus du système de veille automatique. L'agent conducteur doit donc contrôler sans cesse quatre dispositifs sonores. Cette multiplication de systèmes de sécurité contraignants permet à la S.N.C.F. de réduire de 4 à 2 son personnel sur de nombreux trains.

En plus des sonneries, le vrombissement du moteur, le roulement sur la voie, la ventilation des moteurs, non seulement endorment les réflexes mais occasionnent une intense fatigue nerveuse. Notons également la température étouffante l'été et glaciale l'hiver.

Comme le dit un roulant : « un tas de détails sont des provocations : cabines trop étroites, sièges qui vibrent, incommodes, cadrans mal éclairés, commandes mal placées... Il semble que l'on mette tout l'appareillage dans la cabine et que le conducteur doive se glisser au mieux là-dedans. »

Les contraintes d'organisation du travail

C'est surtout sur ce point (en plus des nominations et de la meilleure répartition de la prime complémentaire) qu'a porté la grève.

Il y a deux types de roulants : les réguliers et les facultatifs, le régulier a une feuille de route prévue sur une longue période. La grève a permis d'obtenir le respect des jours de repos prévus sur la feuille, la modification des journées les plus difficiles et la suppression dans un avenir proche des semaines de travail de huit jours. Le facultatif (roulant en réserve pour assurer les trains inattendus) a obtenu de savoir quel serait son premier jour de repos dès la première commande (premier train à assurer).

Les roulants ont toujours eu le sentiment d'être sacrifiés à la machine. Mais ils viennent de montrer que la révolte de ceux que l'on brime trop longtemps impunément, fait céder les directions les plus bornées. La lutte résolue a fait reculer la direction de la S.N.C.F. Beaucoup ont conscience de l'importance de cette victoire, mais de nombreux problèmes restent à régler pour améliorer cette vie inhumaine des roulants, et ici comme ailleurs, ce n'est qu'un début...

Chez ROUSSEL-UCLAF

TÉLÉ - MOUCHARD

Chez Roussel-Uclaf, à l'usine 4, on inaugure, sans doute, de nouvelles méthodes de travail. Dans cette usine il y a deux chaufferies nettement séparées l'une de l'autre, et dans lesquelles travaillaient, jusqu'à maintenant, au moins deux chauffeurs par poste.

Depuis quelques temps, pour les postes de nuit, le chauffeur doit travailler tout seul dans la chaufferie sud de 18 h à 8 h du matin. Mais comme il est quand même interdit de travailler seul dans un atelier, la direction a résolu le problème : dans la chaufferie sud une caméra de télévision est installée à l'avant des chaudières, et un écran reçoit les images à la chaufferie nord située face au poste de gardiens. Si le chauffeur sud s'absente, il doit téléphoner pour prévenir. Quant aux chauffeurs nord qui sont chargés, en plus de leur travail habituel, de surveiller l'écran, s'ils n'ont pas vu leur camarade sur l'écran pendant un certain temps (1/4 d'heure) ils doivent commencer à s'inquiéter.

Et pendant ce temps, à la chaufferie sud, l'ouvrier reste seul face aux murs noirs de ses chaudières et dans la demi-obscurité. Tous ses va-et-vient sont filmés, et aussi ceux de ceux qui viennent le voir. Mais il peut bien lui arriver un accident derrière les chaudières, où il a aussi à faire, personne n'en saura rien, avant un quart d'heure au moins en tous cas.

En réalité c'est un mouchard permanent qu'on a installé à la chaufferie sud, mais pour la sécurité rien ne peut remplacer la présence du deuxième ouvrier.

POLYMÉCANIQUE (Pantin)

la sécurité blesse

Une partie des moteurs de mobylettes usinés et montés à la Polymécanique, à Pantin (1.200 ouvriers) est faite en fonderie, par cette entreprise elle-même. L'atelier de fonderie dont la direction est fière, n'en est pas moins un haut lieu d'accidents du travail. Les brûlures y sont fréquentes, mais d'autres accidents aussi graves s'y produisent. Et la dernière fois, pour comble, c'est en prenant sur la tête un dispositif construit pour une prétendue meilleure sécurité, qu'un ouvrier a été blessé. Deux mois auparavant un accident avait ému les ouvriers de la Polymécanique : un régleur de la fonderie avait eu le pied coupé : pour faire ses réglages il devait monter sur la machine et comme rien n'était prévu ni pour monter ni pour descendre, en redescendant il posait le pied sur une barre latérale, sur laquelle un chariot actionné par l'air comprimé se déplace. Ayant posé son pied à la fin du cycle sur la barre, le retour du chariot lui sectionna le pied. Pour pouvoir redémarrer le travail le plus vite sur cette machine, la direction fit alors faire une espèce d'échelle à plate-forme si pesante qu'il faut deux ouvriers pour la déplacer, ce qui est indispensable pour certains réglages. Aucun emplacement n'était prévu pour poser cet engin pendant ces opérations, rien non plus pour l'amarrer. Et c'est pourquoi le déplacement d'un palan a suffi à la faire basculer et tomber sur la tête de l'ouvrier qui réglait sa machine. Il s'en est tiré avec quelques points de suture et heureusement sans fracture.

La direction de la Poly a invoqué la difficulté d'assurer la sécurité, en réponse à un délégué qui l'accusait d'avoir mis en place cette sécurité « pour la galerie », à la seule fin de pouvoir continuer la production après l'accident du pied coupé. Car en effet on ne peut pas dire que la question ait été étudiée sérieusement. Car s'il y a un nombreux personnel pour étudier l'augmentation de la productivité (ingénieurs, préparateurs, dessinateurs), il n'y en a pas un seul dont la tâche soit l'étude de la sécurité des travailleurs. Là aussi, on se contente après l'accident de mesures plus voyantes qu'efficaces, et de temps en temps de quelques exhortations par voie publicitaire pour faire veiller les ouvriers à leur sécurité.

Sur le port de Marseille

4 MORTS en 4 MOIS

Le premier mort de l'année a été un docker qui se trouvait sur le pont d'un navire au moment où le crochet de la grue remontait du fond de la cale. Quand le crochet est arrivé à la surface, la grue a pivoté, et le crochet toujours montant, a heurté le docker et s'est pris dans ses vêtements. Le malheureux s'est retrouvé soulevé en l'air au-dessus du quai et il s'est écrasé au sol quand ses vêtements ont lâché.

Le second était à terre lorsque la grue amenait un chargement de balles de peaux, chaque balle pesant environ 400 kilos. Ces balles sont liées ensemble par deux câbles — la brague — qui encerclent les balles en les serrant fortement. Mais cette fois la brague n'était pas assez serrée et une balle s'est détachée, entraînant les autres. Le docker n'eut pas le temps de s'écarter et il est mort écrasé.

Début avril, un troisième docker est mort. Le car-ferry « l'Estérel » de la Transat, devait partir vers 18 h 30 environ. Il restait à charger, entre autre, encore, 6 énormes colis formés de planches empilées. Chacun de ces colis était très volumineux et pesait environ une tonne. A 18 h le chariot élévateur (clark) les amena à quai tous ensemble. Ils étaient liés entre eux par un feuillard et pour que la grue puisse les prendre il fallait d'abord les séparer. Mais cela s'est fait tellement vite qu'une fois séparés, les colis ont basculé, tuant un docker et en blessant deux autres. (« L'Estérel » est tout de même parti à l'heure).

Le dernier mort, c'est celui du 11 avril. C'était un docker qui travaillait beaucoup. Il s'est effondré en manipulant des colis au fond de la cale, probablement victime d'une crise cardiaque. Il avait 50 ans.

Bon an mal an, il faut compter chaque année une dizaine de tués sur les quais et environ 3.000 blessés. Comme il y a à peu près 3.000 dockers, chacun d'eux est donc blessé plus ou moins gravement, en moyenne une fois par an.

Marseille a la réputation d'être un des ports les plus rapides du monde. Les navires n'attendent pas pour être chargés ou déchargés, que ce soit le jour ou la nuit.

Il arrive ainsi que les grutiers aient une seconde d'inattention, ou que les caliers pressés par le travail, n'attachent pas correctement la brague, ou encore qu'un docker sépare d'énormes caisses sans avoir le temps de les mettre bien d'aplomb. Il arrive aussi tout simplement qu'un docker se crève littéralement au boulot...

Y a-t-il beaucoup de criminels qui soient responsables d'autant de victimes que les patrons du port ?

Adresser toute correspondance à

Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE
54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - PARIS-6e
Cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :
Michel RODINSON
C.C.P. Paris 6851-10

IRLANDE

Londonderry, 20 avril.
Un manifestant « s'attaque » à un policier.

(U.P.I.)

UN HOMME UN VOTE

DANS la nuit du 17 au 18 avril, les émeutes ont repris en Irlande du Nord. A l'origine des 9 heures d'affrontement qui ont opposé la police locale (R.U.C.), bien connue pour son extrême brutalité, aux catholiques de ghetto de Bogside, il y a une provocation due aux protestants fanatiques du pasteur Priestley qui voulaient interdire dans ce quartier une réunion de l'organisation des droits civiques (organisme pour l'égalité civile de tous les Irlandais, catholiques ou protestants).

Et depuis une semaine, chaque soir, de nouvelles manifestations, de nouvelles brutalités policières se produisent, des attentats d'origine inconnue ont fait sauter de nombreux réservoirs d'eau et transformateurs électriques. L'Irlande du Nord paraît donc au bord d'une guerre civile, d'une nouvelle guerre de religion, entre papistes et protestants. C'est du moins ainsi que la presse à sensation tente de présenter les événements.

Et tous d'insister sur la Jeanne d'Arc celte, nouveau député de 22 ans, élue aux Communes et qui défend les intérêts de son peuple.

Mais il ne s'agit pas là de guerre de religion.

Dans son discours inaugural, la jeune député a immédiatement situé l'essentiel : « Il n'y a pas de place pour nous, les paysans (catholiques et protestants) dans la société des propriétaires fonciers d'Irlande du Nord ».

Car sous l'apparente guerre de religion, c'est en fait la lutte d'un peuple opprimé qui reprend.

L'Irlande jadis, sous la domination des grands propriétaires fonciers anglais et écossais, s'est révoltée au début du siècle. Les petits paysans irlandais ne supportaient plus de devoir émigrer pour ne pas mourir de faim dans leur patrie dont toutes les richesses étaient spoliées par une minorité étrangère. Après des années d'attente et de résistance contre les troupes anglaises, un compromis intervint : la partie la plus pauvre et la plus étendue du pays se constitua en République Indépendante d'Irlande tandis que les 20 % les plus riches où étaient concentrés le 1/3 de la population devenaient l'Ulster, province autonome du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

C'est dans cette province associée où les protestants dominent (3/5 de la population) que, 50 ans après, la révolte reprend.

Pour pouvoir mieux opprimer l'ensemble de la population irlandaise, des grands propriétaires fonciers généralement anglais ou écissais l'ont divisée artificiellement en jouant sur les différences de religion qui séparent dans l'Ulster une majorité gagnée au protestantisme, à une forte minorité catholique. Une petite bourgeoisie analogue à celle des petits-blancs d'Algérie ou du Sud des Etats-Unis s'est formée qui veut réserver les bidonvilles, les travaux les plus rebutants aux catholiques exclusivement.

Depuis 50 ans, ces petits-blancs, organisés dans leurs milices de « spéciaux », maintiennent un ordre qui rejette les catholiques dans les bidonvilles et les « ghettos » des villes surpeuplées, tel le ghetto de Bogside à Londonderry d'où sont partis les incidents, ou bien qui émigrent en Angleterre, réservoir de main-d'œuvre bon marché pour l'industrie anglaise.

Dans cette province de la libre Angleterre les catholiques n'ont donc pas droit aux logements neufs construits à bas prix par la municipalité contrôlée par les protestants grâce à un système électoral municipal qui, basé sur la richesse, interdit le vote aux plus pauvres tout en donnant jusqu'à 25 voix aux grands propriétaires fonciers ou industriels.

C'est d'abord contre ce système électoral que les Irlandais catholiques ont commencé par se révolter en demandant le suffrage universel. Dirigé par des pacifistes à ses débuts, le Mouvement pour les droits civiques s'est rapidement radicalisé devant les brutalités policières. Après les émeutes d'octobre dernier, ce mouvement obtenait une première victoire : le départ du ministre de l'Intérieur. Puis après trois mois de calme, en janvier les émeutes reprenaient, calmées par des promesses du premier ministre O'Neill de faire les réformes électorales souhaitées. En fait le grand parti protestant qui gouverne depuis 50 ans, le parti unioniste, dirigé par les grands propriétaires fonciers, est hésitant. Si la bourgeoisie locale est prête à renoncer en partie à un système qui l'a si bien servie, quand il devient explosif, les « petits blancs » protestants eux s'accrochent désespérément à leurs privilèges. Ils craignent à la fois de voir se rétablir l'égalité par le bas ou, pire pour eux, une union avec l'Irlande du Sud où ils seraient réduits à l'état de minorité. Ce sont eux qui forment les troupes de choc fascisantes du pasteur Ian Priestley, « antipapiste » fanatique. Ce sont eux qui multiplient les provocations et contre-manifestations pour permettre à la police d'intervenir et ont enfin réussi à obtenir la mobilisation des « constables spéciaux », police supplétive recrutée dans leurs rangs et détestée par toute la population catholique.

Actuellement le gouvernement du capitaine O'Neill hésite devant une situation de plus en plus explosive. D'un côté il a promis l'abrogation de la loi électorale pour les élections, qui seront par ailleurs retardées de 12 à 18 mois, il a obtenu l'aide du gouvernement Wilson et la disposition de 5.000 hommes de troupe anglais cantonnés en Irlande, d'autre part il a fini par céder à l'extrême-droite en mobilisant les « spéciaux » et semble peu capable d'imposer la réforme électorale à son propre parti.

L'issue de la lutte engagée dépendra essentiellement de la volonté de lutte des Irlandais, petits paysans et ouvriers (catholiques et protestants), de leur capacité à surmonter les divisions artificielles, comme cela commence à se faire, de l'aide qu'ils pourront recevoir des nationalistes d'Irlande du Sud et des prolétaires anglais, en particulier les nombreux immigrés irlandais en Grande-Bretagne.

Pour le gouvernement anglais travailliste de sa majesté la Reine, une nouvelle crise risque de se développer qui peut avoir des conséquences en Angleterre même. La « libre » Angleterre impérialiste a vécu de toutes les exploitations, toutes les oppressions. L'impérialisme déclinant, malgré ses habiletés, commence à voir les peuples demander des comptes.

TCHECOSLOVAQUIE

UN SOCIALISME A VISAGE RÉALISTE !

LA « normalisation » s'établit progressivement en Tchécoslovaquie. Chaque jour voit un nouveau grignotage des positions des « libéraux ». Et la grève des étudiants n'a constitué qu'un ultime baroud d'honneur qui n'a recueilli aucun écho visible dans le reste de la population.

Ainsi le « réalisme » triomphe à Prague. Un réalisme qui s'accompagne de la mise en tutelle des libertés, un réalisme qui voit se rallier autour de lui tous les gens raisonnables qui, dans tous les régimes, sont les contempteurs de l'ordre. Les mêmes qui, pendant des semaines, soutenaient Dubcek et le printemps tchécoslovaque le trouvent aujourd'hui faible, falot, manquant d'énergie. Et l'on commence à reconnaître l'énergie du réaliste Husak.

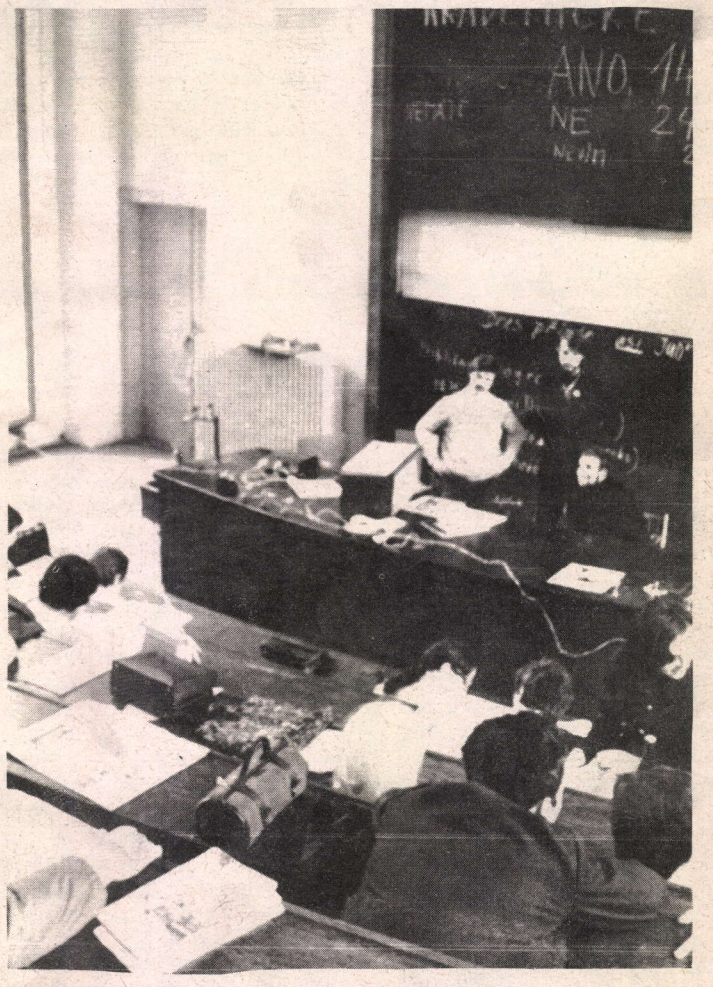
Zatopek, pendant des semaines, se fit le héros de la politique de Dubcek, il se dépensa sans compter pour le défendre. Cette activité lui vaut même aujourd'hui une suspension de ses responsabilités au sein de l'armée. Cela ne l'a pourtant pas empêché de déclarer qu'en fin de compte, « Dubcek était un romantique, tandis que Husak était un politique ».

D'ailleurs, l'ensemble de la presse bourgeoise française, en particulier le très libéral « Le Monde », reprend la même antienne. Tous reconnaissent maintenant qu'après tout, l'avènement de Husak constitue en fin de compte un moindre mal. Ne va-t-il pas inspirer enfin confiance aux Russes, et par-là obtenir des concessions que ceux-ci ne voulaient pas faire à Dubcek ? Et puis, tous les gens « raisonnables » se consolent en disant qu'Husak évite le pire, après avoir longtemps dit la même chose de Dubcek, chaque fois que celui-ci cédait aux Russes. Et de Dubcek en Husak, de concession en capitulation, le pire s'instaure en Tchécoslovaquie sous la houlette du « réalisme ».

Ce que les tanks russes n'avaient pu obtenir le 21 août, se réalise aujourd'hui grâce à ceux-là mêmes qui personnifiaient ce « socialisme à visage humain ». On parlera peut-être aujourd'hui de « socialisme » à visage « réaliste », mais ces deux visages sont les deux faces d'une même monnaie.

Les révolutionnaires qui refusaient dès le premier jour, de reconnaître en Dubcek, le garant des intérêts des travailleurs tchèques, étaient-ils des oiseaux de mauvais augure ou encore des provocateurs ? N'étaient-ce pas ceux qui, prévoyant les reniements et les capitulations, présentaient la seule vision réelle de la situation tchécoslovaque, la seule attitude « réaliste » ?

Tant il est vrai qu'en politique, les illusions et la raison des gens « raisonnables » ne protègent pas du pire. Au contraire, elles y préparent.



Praque. 24 avril. (U.P.I.)
Des étudiants en grève dans les amphithéâtres.

Compo-Typo-Technic - ROQ. 02-95 — Roto Technic - Offset Aubervilliers